

Cote du document:	EB 2013/109/R.18
Point de l'ordre du jour:	7 c)
Date:	20 août 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Haïti

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Esther Kasalu-Coffin

Chargée de programme de pays
téléphone: +509 4892 1129/+509 2813 1434
courriel: e.kasalu-coffin@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent neuvième session
Rome, 17-19 septembre 2013

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	6
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	6
B. Enseignements tirés	7
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	8
A. Avantage comparatif du FIDA	8
B. Objectifs stratégiques	8
C. Perspectives d'innovation	10
D. Stratégie de ciblage	10
E. Articulation au niveau des politiques	11
V. Gestion du programme	11
A. Suivi du COSOP	11
B. Gestion du COSOP	11
C. Partenariats	12
D. Gestion des savoirs et communication	12
E. Cadre de financement SAFR	12
F. Risques et gestion des risques	13
 Appendices	
I. Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	4
III. Cadre de gestion des résultats du COSOP	6
IV. Analyse des résultats du COSOP précédent	7
V. Réserve indicative de projets au cours de la période du COSOP	12

Dossiers clés

Dossier clé 1:	Pauvreté rurale et secteur agricole et rural	17
Dossier clé 2:	Matrice des organisations (analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)	19
Dossier clé 3:	Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariat	23
Dossier clé 4:	Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables	27

Sigles et acronymes

BID	Banque interaméricaine de développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de programme de pays
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
PDA	Politique de développement agricole
PIB	Produit intérieur brut
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi-évaluation

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Source: FIDA; 27/02/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats définit le cadre stratégique du partenariat entre le Gouvernement haïtien et le FIDA pour la période 2013-2018, correspondant à deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Ce COSOP est aligné sur les politiques et les stratégies gouvernementales ainsi que sur le Cadre stratégique du FIDA. Il guidera la gestion du programme de pays et le processus d'apprentissage de manière à assurer la réalisation des objectifs stratégiques assignés aux investissements du FIDA en Haïti.
2. Le COSOP s'intègre dans le Plan stratégique de développement d'Haïti 2010-2030 et de ce fait il repose sur les trois principes suivants:
 - a) assurer le maximum de cohérence avec le Plan national d'investissement dans l'agriculture (PNIA);
 - b) compléter les autres investissements existants ou prévus, qui sont financés par d'autres bailleurs de fonds dans le cadre du PNIA; et
 - c) mettre à profit les enseignements tirés de plus de 35 années d'investissements du FIDA dans le secteur agricole d'Haïti.
3. D'après l'examen du dernier COSOP, les projets financés par le FIDA en Haïti sont pertinents et le soutien du FIDA est très recherché. Il est toutefois nécessaire d'améliorer la rapidité et la qualité d'exécution des projets. Fort des enseignements tirés, le nouveau COSOP intègre des éléments visant à améliorer le programme de pays. Le principal enseignement tiré est que le FIDA fait les choses nécessaires mais qu'il doit aussi être efficace. À cet égard, et en cohérence avec le COSOP 2010-2012, la nouvelle stratégie assure la continuité géographique et thématique des interventions. Elle promouvra aussi un développement plus efficace par le renforcement de la concertation avec les autorités nationales sur les politiques pertinentes, mettra en œuvre une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles, et soutiendra l'accès aux marchés et à la finance rurale des petits producteurs.
4. Le présent COSOP a les trois objectifs stratégiques suivants:
 - a) promouvoir une agriculture adaptée aux changements climatiques;
 - b) soutenir les initiatives productives rentables en milieu rural; et
 - c) investir dans le capital humain.
5. Les principaux risques potentiels sont les suivants:
 - a) la stabilité politique incertaine;
 - b) la vulnérabilité aux chocs exogènes, en particulier aux catastrophes d'origine climatique; et
 - c) la capacité du gouvernement à poursuivre la pleine mise en œuvre des mesures relatives à la réforme du secteur agricole conduite par la Banque interaméricaine de développement (BID).
6. Pour le premier cycle de la période couverte par le COSOP, l'allocation de ressources attribuée à Haïti s'élève à 19,88 millions d'USD, et un montant équivalent est envisagé au titre du second cycle du SAFP. Il existe des possibilités de cofinancement, notamment de la part de la Banque de développement des Caraïbes (environ 10 millions d'USD).

Haïti

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats définit le cadre stratégique qui guidera le partenariat entre le Gouvernement haïtien et le FIDA cours de la période 2013-2018, en cohérence avec les politiques et les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et avec le Cadre stratégique du FIDA. Il présente le cadre de gestion du programme, de l'apprentissage et de la responsabilité relative à la réalisation des objectifs stratégiques. Ce COSOP est le fruit de consultations avec les parties prenantes du pays, comprenant des fonctionnaires des ministères clés, des représentants des organisations rurales et des agences de terrain, des institutions internationales de développement et des spécialistes de l'exécution des projets. Il a bénéficié de l'examen des pairs, de membres de l'équipe de pays du FIDA et de personnalités externes.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

2. Haïti est le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes (il se classe à la 161^e place sur 186 pays selon l'indice du développement humain)¹ et présente la plus grande inégalité de revenu du monde (avec un coefficient de Gini de 0,63 en 2012). La densité de population, de 372 habitants/kilomètres carrés est la 34^e du monde sur les 241 pays les plus densément peuplés. La moitié environ de la population (5,04 millions) vit en milieu rural.
3. De 2007 à 2011, l'accroissement de la population a été en moyenne de 1,05% par an, tandis que la croissance moyenne annuelle du produit intérieur brut (PIB) s'établissait à 0,89%. En 2010, le PIB a diminué de 5,1%, chute attribuée aux effets du séisme de 2010, qui a causé la mort de 230 000 personnes et le déplacement de 1,5 million d'habitants, tandis que les dégâts et les pertes concernant les biens étaient estimés à 7,8 milliards d'USD. Ce tragique événement, suivi d'une épidémie de choléra et de cyclones récurrents, a beaucoup aggravé la pauvreté, accru la vulnérabilité de la population et exacerbé les problèmes de développement du pays. Depuis, le PIB s'est redressé, atteignant un taux de croissance de 6% en 2011. Cependant, la croissance du PIB réel a ralenti de façon marquée, tombant à 2,8% en 2012, à la suite des deux ouragans, Isaac et Sandy, qui ont frappé le pays. Le taux de croissance du PIB prévu pour 2012-2013 a été abaissé à 3,4%, chiffre bien inférieur à la prévision antérieure de 6,5%, par suite principalement du faible redressement de la production agricole après la saison cyclonique et les sécheresses de l'an passé.
4. Après les services, l'agriculture est le deuxième poste du PIB, auquel elle a contribué à hauteur de 22,6% en 2011-2012², mais elle subit la concurrence des importations. Le secteur manufacturier, en déclin, représente moins de 10% du PIB. Une grande partie de l'économie est informelle, et le taux de chômage officiel est supérieur à 50%³. Haïti est très dépendant des flux de ressources extérieurs, dont les principales sources sont l'aide au développement international et l'assistance humanitaire, ainsi que des envois de fonds de la diaspora (environ

¹ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013*, New York.

² Institut haïtien de statistique et d'informatique. http://www.ihsi.ht/pdf/compte_economique/C_E_2012.pdf

³ Extrapolation de l'enquête sur l'emploi de 2007: 47,7% de la population totale exerçant des activités économiques, 48,1% en zone urbaine, 43% en zone périurbaine et 49% en zone rurale; 55,3% des hommes et 40% des femmes.

1,9 milliard d'USD en 2010). Les exportations de biens et services agricoles ont pour destination principale les États-Unis. Les échanges avec la République dominicaine, en voie d'accroissement, sont ponctués de ruptures périodiques.

5. La politique macroéconomique du gouvernement a permis de réduire l'inflation à un faible niveau entre 2007 et 2011, mais en 2012 elle a bondi à 7,6%, par suite de la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et de la baisse de la production vivrière intérieure consécutive à la sécheresse et aux ouragans Isaac et Sandy de 2012. En décembre 2012, la position extérieure d'Haïti était solide, avec des réserves de change brutes de 2,2 milliards d'USD. Grâce au mécanisme d'allègement de la dette, le pays est peu endetté⁴. La lenteur des progrès de la reconstruction et du redressement économique après le séisme s'explique par la faible capacité d'absorption, la persistance de tensions sociopolitiques, une situation sécuritaire difficile, un environnement peu propice à l'activité économique et la vulnérabilité aux chocs exogènes, qui demeure forte⁵.
6. En raison de la faiblesse de l'économie haïtienne et des déficits de la balance des paiements, les variations de prix et de taux de change des principales monnaies internationales ou de la performance de l'économie des États-Unis ont un impact supplémentaire sur le taux de pauvreté. Cette vulnérabilité est aggravée par le fait que le pays se situe dans la zone des tempêtes tropicales.

Agriculture et pauvreté rurale

7. L'agriculture joue un rôle important: elle emploie plus de la moitié de la population active du pays et est pratiquée par plus d'un million de ménages. La diversité des zones écologiques se prête à une vaste gamme de systèmes de culture. Les montagnes (65%) et les versants abrupts (pente >40%) représentent plus de la moitié de la superficie, limitant les terres cultivables à 28% seulement. La pression de la population, l'urbanisation et la croissance de la demande de produits alimentaires continuent à pousser les agriculteurs à cultiver des terres marginales impropres à la production, d'où une dégradation accélérée des terres et des ressources naturelles.
8. La forêt dense occupe moins de 2% du pays, et 85% des bassins versants sont dégradés, ce qui est la cause de fréquentes inondations et de l'appauvrissement ou de la perte de nutriments du sol. Le recours massif au charbon de bois comme source d'énergie en zone urbaine et comme source de revenus pour la population rurale pauvre perpétue le déboisement. La majeure partie de la production agricole provient de la polyculture. Les mines et les carrières, la fabrication de charbon de bois, l'artisanat et le petit commerce fournissent un certain nombre d'emplois extra-agricoles à court terme.
9. Les agriculteurs exploitent pour la plupart de petites parcelles morcelées⁶, dont 74% mesurent moins d'un hectare chacune. Seulement 27% des agriculteurs utilisent des engrais, et la plupart sont équipés d'un outillage rudimentaire. En raison de la médiocrité du réseau routier, les exploitations sont souvent isolées. Les principales cultures sont les tubercules, les bananes et les céréales, destinées à l'autoconsommation des ménages et à la vente de petits excédents. Les rendements des cultures sont parmi les plus bas de la région Amérique latine et Caraïbes (appendice II, tableau II-1). L'inefficience technologique, la faiblesse des services de vulgarisation, et l'accès limité aux intrants et au crédit sont autant d'obstacles à l'augmentation de la productivité. Les pertes après récolte sont d'autre part élevées. Enfin, les organisations d'agriculteurs sont trop faibles pour exercer une influence sur les politiques.

⁴ FMI, Rapport sur le pays n° 13/90, mars 2013. Washington. La dette Publique est tombée de 1,173 milliard d'USD en 2000-2001 à 491 millions d'USD en 2010-2011 (6,3% du PIB). Pour 2012-2013, la dette est estimée à 20,4% du PIB, dont 16,6% pour la dette extérieure. Le service de la dette est estimé à 2% du PIB.

⁵ FMI, Note d'information au public n° 13/41, 2 avril 2013. Washington.

⁶ FAO, 2009, *Statistiques nationales et recensement de l'agriculture*. Rome.

10. Le système d'administration foncière d'Haïti est complexe et repose sur des processus juridiques qui ne sont ni bien compris ni à la portée des petits paysans pauvres. Les principales causes de l'insécurité foncière sont les suivantes:

- a) morcellement des terres;
- b) difficulté de disposer de la terre louée en l'absence d'enregistrement officiel;
- c) appropriation de vastes superficies héritées par plusieurs propriétaires; et
- d) utilisation de terres transmises sans enregistrement officiel.

La terre fait l'objet de transmissions et de ventes, mais les coûts de transaction, très élevés, représentent environ 25 à 40% de la valeur foncière. Les formalités sont aussi très longues: il faut en moyenne 400 jours pour l'enregistrement d'un titre (appendice II, tableau II-2). En conséquence, les propriétaires fonciers préfèrent souvent passer des accords de gré à gré et éviter ainsi les frais d'enregistrement.

11. L'agriculture est à 90% pluviale. Pas moins de 150 000 hectares pourraient être plus productifs grâce à l'irrigation, mais la plupart des terres irriguées sont mal gérées⁷. L'élevage, spécialement des petits ruminants, représente 27% des revenus agricoles des ménages⁸ et sert souvent de capital ou à financer des dépenses d'urgence. Les connaissances zootechniques limitées, la faiblesse des services vétérinaires et la médiocrité de l'infrastructure de production, de transformation et de commercialisation pèsent sur le sous-secteur de l'élevage. Haïti possède près de 1 700 km de côtes et 22 000 hectares d'eaux intérieures, et la pêche est pratiquée par environ 50 000 ménages.
12. Les exportations agricoles, qui ne représentent que 5% de la production, ont un potentiel de croissance. La production intérieure ne couvre que 40% des besoins alimentaires du pays et la demande de produits d'origine locale est importante, offrant un marché aux petits producteurs. La politique du commerce extérieur des denrées agricoles avantage fortement les importateurs de produits moins chers en raison du bas niveau des droits de douane et du fret. En revanche, les producteurs locaux sont pénalisés par le coût élevé du transport à destination des marchés urbains, dû à l'insuffisance et à la mauvaise qualité du réseau routier.
13. Les femmes, qui dirigent près de 40% des ménages ruraux, contribuent significativement à la sécurité alimentaire et aux revenus du ménage, mais elles ne sont pas suffisamment représentées dans les organes de direction des organisations de producteurs ou des groupes de développement communautaire. Leur participation aux décisions est limitée par leur faible niveau d'instruction: 26% des femmes rurales sont analphabètes, 22% ont un niveau d'alphabétisation de base, et 24% une instruction primaire. Les commerçantes haïtiennes (*Madan Sara*) assurent un lien commercial vital en zone rurale et entre les producteurs et les consommateurs urbains.
14. **La pauvreté** et la vulnérabilité de la population aux chocs sont des phénomènes préoccupants en Haïti. Environ 77% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2 USD par personne et par jour), et 55% en dessous du seuil de pauvreté extrême (1,25 USD par personne et par jour). La richesse est très inégalement répartie, avec quelques familles extrêmement riches en haut de l'échelle, pratiquement pas de classe moyenne, et 75% de la population vouée à une pauvreté abjecte. L'incidence de la pauvreté et de la pauvreté extrême est beaucoup plus forte dans les zones rurales, où 88% des personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. En milieu rural, 40% environ des chefs de ménage ne savent ni lire ni écrire, contre 10% en zone urbaine.

⁷ Les interventions du FIDA ont été axées sur l'amélioration de l'infrastructure de la petite irrigation et sur la gestion de l'irrigation.

⁸ Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire, 2012. Université d'État d'Haïti.

15. Les travailleurs agricoles constituent la majorité des personnes extrêmement pauvres. Les groupes particulièrement touchés par la pauvreté sont les femmes chefs de ménage, les travailleurs ruraux dépendant exclusivement des revenus procurés par des emplois ruraux à court terme, les paysans sans terre, les pêcheurs qui ne possèdent pas de bateau et les producteurs de charbon de bois⁹.
16. Haïti est l'un des 10 pays les plus exposés aux aléas climatiques et se classe au sixième rang à partir du bas de l'indice mondial d'exposition au risque climatique. Environ 96% de la population vit dans des zones exposées aux effets du changement climatique. Parmi les petits États insulaires en développement, Haïti figure à la première place sur l'indice de la vulnérabilité aux cyclones (avec une note de 12,9 sur une échelle de 13 points), avec des effets importants sur la situation matérielle, sociale et économique du pays. L'aggravation du déboisement et de la dégradation des bassins versants fait déjà d'Haïti l'un des pays les plus vulnérables et les plus directement exposés à de multiples risques naturels dans le monde.
17. D'après l'enquête nationale de 2011 sur la sécurité alimentaire (appendice II, tableau II-3), l'insécurité alimentaire touche 38% de la population, dont 30% sont en situation d'insécurité modérée et 8%, en situation de grande insécurité.
18. La prévalence de l'insécurité alimentaire est estimée à 41,7% en milieu rural, contre 33,4% dans la ville de Port-au-Prince et 29,3% dans les autres zones urbaines. Environ 30% des enfants souffrent de malnutrition chronique et 50% des femmes sont anémiques. L'insécurité alimentaire s'est renforcée sous l'effet de l'ouragan Sandy de 2012, des sécheresses régionales persistantes, des faibles rendements de la récolte d'hiver de 2012 et des hausses de prix des produits alimentaires. La saison cyclonique particulièrement active prévue en 2013 laisse craindre de nouvelles pertes de récoltes. L'alimentation, qui représente 56% de la dépense moyenne des ménages, peut passer à 74% pour les ménages les plus pauvres. Selon les déclarations des ménages, les cinq chocs les plus fréquents sont par ordre d'importance: la hausse des prix des aliments, la maladie ou un accident grave survenant à un membre du ménage, l'irrégularité des précipitations, la sécheresse et les épizooties.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

19. Le COSOP sera mis en œuvre par les institutions nationales de contrepartie suivantes: le Ministère de l'économie et des finances (MEF); le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDP); le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES); et le Ministère de l'environnement (des informations détaillées sur ces institutions sont fournies dans le dossier clé 2).
20. La faiblesse des capacités institutionnelles et la mauvaise gouvernance créent un environnement où le risque fiduciaire est élevé. En 2012, Transparency International a très mal classé Haïti dans son indice de la perception de la corruption, soit à la 165^e place sur 174 pays. Le programme de réforme du secteur agricole vise à améliorer l'aptitude du MARNDP à élaborer et à mettre en œuvre des mesures efficaces en matière de gestion des finances publiques et de passation des marchés, ainsi que de suivi et de gestion des ressources.
21. Au niveau départemental, les conseils d'administration des sections communales¹⁰ doivent jouer un rôle important dans la mise en œuvre du COSOP, mais très peu d'entre eux sont dotés du personnel nécessaire pour assurer la durabilité. Les

⁹ IRAM-INESA pour MARNDP, 2007, *Étude de la filière de la pêche en Haïti*. Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), *Profils de mode de vie en Haïti*. IHE, 2004, *Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services*. CNSA, *Bilan de la sécurité alimentaire 2003-2005*.

¹⁰ Les conseils d'administration des sections communales sont des collectivités territoriales autonomes décentralisées.

élections de 2013 pourraient déboucher sur un leadership plus fort et améliorer les capacités de ces conseils.

22. Il existe trois types d'organisations de producteurs en Haïti:
 - a) les petites associations de petits producteurs organisées au niveau communautaire et regroupées au niveau communal;
 - b) les organisations fondées sur des activités agricoles créatrices de revenus, qui mettent souvent en relation les petits et moyens producteurs avec les grands négociants nationaux ou internationaux; et
 - c) les mouvements paysans régionaux ayant vocation à promouvoir la participation aux décisions sur les politiques aux niveaux régional et national.
23. De nombreux périmètres d'irrigation sont gérés par des associations, dont certaines sont regroupées au niveau départemental. Certains bassins versant sont dotés de comités de gestion.
24. Les intermédiaires (prestataires de services) qui proliféraient dans les années 1980 ont vu leur nombre diminuer depuis les années 1990. Le renforcement de leurs capacités demeure essentiel.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

25. Le développement agricole et rural est l'un des cinq principaux moteurs de la croissance et de la réduction de la pauvreté retenus par le Gouvernement haïtien dans la politique de développement agricole (PDA) pour 2010-2025, le programme triennal de relance du secteur agricole et le plan stratégique de développement d'Haïti¹¹.
26. La **PDA 2010-2025** a pour but de couvrir de façon durable les besoins alimentaires du pays et d'assurer le développement économique et social.
27. Le **NIPA 2010-2016** est le premier plan quinquennal de mise en œuvre de la PDA. Il est axé sur les cinq objectifs stratégiques suivants:
 - a) l'approvisionnement adéquat en produits agricoles et la sécurité alimentaire des populations;
 - b) l'augmentation des revenus agricoles;
 - c) l'accroissement des recettes en devises;
 - d) l'amélioration de la santé et de la nutrition, spécialement au sein des groupes vulnérables; et
 - e) la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.
28. Le **Plan national pour la sécurité alimentaire et la nutrition** (PNSAN)¹² couvre la période 2010-2025 et repose sur les quatre piliers suivants:
 - a) l'approvisionnement national en produits alimentaires;
 - b) l'accès à la nourriture;
 - c) la stabilité de la production vivrière; et
 - d) la qualité des produits alimentaires.
29. Le **Programme de relance agricole** 2013-2016 se concentre sur les cinq domaines suivants:
 - a) le développement de l'infrastructure hydroagricole;
 - b) la création de filières pour assurer la sécurité alimentaire;

¹¹ Ce plan a notamment pour priorités la gestion des bassins versants, et la promotion d'une agriculture moderne et dynamique.

¹² Dirigé par l'Unité de coordination de la sécurité alimentaire nationale.

- c) la gestion des bassins versants;
 - d) l'offre de services publics agricoles; et
 - e) le renforcement institutionnel et la gouvernance.
30. La **politique de l'irrigation** promeut:
- a) la construction d'ouvrages de stockage pour capter les eaux des sources de montagne;
 - b) la construction de lacs artificiels;
 - c) la remise en état des périmètres d'irrigation existants et la construction de nouveaux aménagements;
 - d) l'utilisation efficace de l'eau d'irrigation pour optimiser la consommation;
 - e) la gestion des périmètres d'irrigation par les usagers, et la création d'associations d'usagers ou le renforcement de celles qui existent;
 - f) la protection des châteaux d'eau et des bassins versants situés en amont des périmètres d'irrigation; et
 - g) la bonne gouvernance.
31. Le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) prépare un projet de réforme agraire, qui sera axé sur les points suivants:
- a) clarification et redéfinition du rôle des notaires et des géomètres;
 - b) recours au cadastre national (ONACA) pour réglementer la qualité du travail des géomètres et assurer l'établissement et la mise à jour du parcellaire de base, ainsi que la mise à niveau de l'Institut national de la réforme agraire (INARA) pour lui permettre de se concentrer sur la structure et la transmission des exploitations;
 - c) appui à la Direction générale des impôts pour accélérer l'enregistrement et la transcription des transactions; et
 - d) réforme du système judiciaire pour améliorer la gestion et accélérer le règlement des litiges fonciers.
32. **Le développement local et le processus de décentralisation** nécessitent des équipes dynamiques, capables de mettre en œuvre les plans municipaux de développement et venant renforcer les collectivités locales.
- Harmonisation et alignement**
33. Les projets en cours et ceux de la réserve indicative sont en cohérence avec les objectifs stratégiques définis dans les stratégies sectorielles (PDA, NIPA et PNSAN). Le bureau de pays est un membre actif du groupe sur l'agriculture des partenaires et des bailleurs de fonds engagés dans le développement rural. Ce groupe a pour mission d'harmoniser les stratégies et de développer des synergies et des complémentarités entre les différentes interventions. Le FIDA participe aussi au groupe de coordination et d'alignement des interventions de développement dans le secteur agricole.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

34. La période couverte par le précédent COSOP a été marquée par le retour de la stabilité politique. L'objectif général était d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres, et de contribuer à la mise en œuvre du

document de stratégie de réduction de la pauvreté (DNSRP) du gouvernement. Le précédent COSOP était structuré autour des objectifs stratégiques suivants:

- a) renforcer la participation des organisations de base aux processus de développement rural;
- b) améliorer l'accès des petits producteurs aux ressources en eau et aux services de production; et
- c) améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés.

Les opérations financées dans le cadre du précédent COSOP sont présentées à l'appendice IV.

35. Le tragique séisme de 2010 a désorganisé l'exécution du programme de pays et mis en échec la pleine réalisation des objectifs du programme. À la suite de ce séisme, le FIDA a accordé un montant de 2,5 millions d'USD au titre du programme d'appui à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois dans les zones touchées par le séisme (PASAC), destiné à venir en aide aux populations rurales sinistrées.

B. Enseignements tirés

36. Les principaux enseignements tirés des projets exécutés au cours de la période 2009-2012 (pour de plus amples informations voir appendice IV) sont les suivants:
- a) les principaux facteurs déterminants de la réussite des projets en Haïti sont les capacités, à divers niveaux, d'exécution des projets et les méthodes appliquées. En raison des carences affectant les capacités institutionnelles du gouvernement, le renforcement des capacités d'exécution devrait être un élément central de l'appui apporté dans le cadre du nouveau COSOP;
 - b) les systèmes de suivi-évaluation (S&E) ont été impuissants à mesurer pleinement les résultats et l'impact des projets. La conception des projets devrait donc prévoir une allocation suffisante de ressources pour permettre la mise en place de systèmes robustes et la formation du personnel des unités de gestion des projets (UGP);
 - c) le renforcement des organisations communautaires et des associations d'irrigants est un point fort de l'exécution des projets financés par le FIDA. Ces organisations pourraient être mises en relation avec les associations paysannes à vocation sociale afin d'accroître la cohésion au sein des communautés;
 - d) l'application d'indicateurs de participation des femmes aux organes de direction des organisations communautaires est positive, mais des stratégies sont nécessaires pour attirer les femmes aux postes de responsabilité. Une étude plus approfondie de l'accès des femmes aux services de production fournirait des informations utiles;
 - e) la concentration sur l'alphabétisation fonctionnelle a été une réussite dans les projets financés par les FIDA, mais un appui demeure nécessaire;
 - f) les partenariats prévus entre les organisations de base, les entreprises du secteur privé et les institutions du secteur public n'ont pas vu le jour; d'autres stratégies devraient être étudiées;
 - g) les objectifs de la remise en état des périmètres irrigués ont été dépassés, mais la gestion communautaire des réseaux d'irrigation a besoin d'être renforcée. La protection et l'aménagement des bassins versants entourant les périmètres irrigués doivent aussi être développés davantage; et
 - h) le soutien de l'accès aux marchés est essentiel pour augmenter de façon significative les revenus des petits exploitants.

37. Au niveau de la gestion du portefeuille du FIDA, les enseignements suivants ont été tirés:
- a) la gestion par les UGP de la qualité et de la conformité des prestataires de services est entachée de faiblesse. Il faut prêter attention à la "façon de faire" plus qu'à "quoi faire";
 - b) le bureau de pays devrait entreprendre un effort concerté pour améliorer la gestion, actuellement faible, des savoirs au sein des projets financés par le FIDA et entre eux, s'agissant en particulier des méthodes et des outils qui ont fait leurs preuves;
 - c) une formation continue et mieux ciblée est nécessaire pour soutenir les projets dans certains domaines critiques (par exemple, le S&E et la passation des marchés);
 - d) le FIDA devrait identifier les synergies et les complémentarités avec les autres partenaires clés du développement sectoriel. Le COSOP présenté prévoit l'établissement de liens forts avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la BID; et
 - e) un effort accru devrait être entrepris pour élargir les partenariats à d'autres institutions des Nations Unies dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre conjointe des Nations Unies.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

38. Le FIDA est un partenaire clé du développement rural en Haïti, pays auquel il a accordé 105 millions d'USD au cours des 35 dernières années.
39. Le FIDA a conçu des stratégies, des méthodes et des mécanismes de soutien destinés à promouvoir l'intégration des populations rurales pauvres dans les processus de développement. Les autres bailleurs de fonds ont reconnu la pertinence et l'efficacité de ces stratégies. Le FIDA a aussi mis au point des outils pertinents en appui à la planification socioéconomique au niveau des communautés, aux microprojets réalisés en groupe, aux produits microfinanciers et aux investissements communautaires productifs, notamment les petits périmètres d'irrigation. La préservation des ressources naturelles et de l'environnement et l'aménagement des bassins versants en amont des périmètres irrigués font l'objet d'une plus grande attention dans les projets soutenus par le FIDA en Haïti. La mobilisation d'autres financements (Fonds pour l'environnement mondial, Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne) sera explorée.
40. Le FIDA a les compétences nécessaires et une solide expérience en matière de promotion du développement agricole et rural à assise communautaire.

B. Objectifs stratégiques

41. Le COSOP axé sur les résultats 2013-2018 est aligné sur les politiques et les stratégies gouvernementales, dont les plus importantes sont la PDA 2010-2025, le DNSRP et le plan de développement stratégique d'Haïti. La modernisation de l'agriculture et l'aménagement des bassins versants sont les priorités du gouvernement. Le COSOP recouvre deux cycles triennaux du SAEP. Au cours du premier cycle, le portefeuille du FIDA comprendra le projet de développement de la petite irrigation (PPI-2), en cours d'exécution, le projet de développement de la petite irrigation et de l'accès aux marchés dans les Nippes et la région goavienne (PPI-3), le programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural (PAIP) et un nouveau projet qui promouvra, sous la tutelle du MEF, l'accès aux marchés et l'amélioration des services de crédit rural. D'autre part, le MARNDR se concentrera sur le renforcement des capacités institutionnelles et sur la meilleure exécution des projets en cours. Un deuxième projet, destiné à être mis en œuvre par ce

ministère, sera conçu au cours du second cycle du COSOP et portera sur la promotion d'une agriculture adaptée aux changements climatiques.

42. Le COSOP a trois objectifs stratégiques. Les activités proposées sont décrites à l'appendice III. Les trois objectifs stratégiques du précédent COSOP étaient les suivants: stimuler la participation des organisations de base au processus de développement, améliorer l'accès des petits exploitants aux ressources en eau et aux services de production, améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés. Fort des enseignements tirés, le COSOP 2013-2018 comprend de nouvelles mesures destinées à améliorer le programme de pays, notamment l'adoption d'une approche plus globale de la gestion des ressources naturelles, la promotion de l'accès des petits exploitants aux marchés et à la finance rurale, et le renforcement des organisations de base à vocation agricole. Le programme exige une étroite collaboration avec les autres bailleurs de fonds dans le cadre du programme de réforme institutionnelle du secteur agricole.
43. **Objectif stratégique 1: Promouvoir une agriculture adaptée aux changements climatiques.** Cet objectif vise à promouvoir l'adoption de techniques et de systèmes agricoles ayant fait leurs preuves afin de renforcer la résistance aux effets de conditions climatiques défavorables et de stimuler la productivité. L'augmentation de la productivité est spécialement importante en raison de la mauvaise qualité et de la disponibilité limitée des terres arables. Cet objectif est en cohérence avec la PDA. Les projets PPI-2 et PPI-3 et le projet dont l'élaboration est prévue durant le second cycle SAFF du COSOP, viseront à mettre en œuvre cet objectif.
44. Les résultats attendus sont les suivants:
 - a) développement de programmes intégrés de petite irrigation et d'aménagement des bassins versants dans lesquels les agriculteurs utiliseront des techniques appropriées; et
 - b) adoption de pratiques agricoles propres à protéger les terres et les infrastructures des risques naturels, à renforcer la résistance aux effets du changement climatique et à atteindre des niveaux élevés de productivité, générateurs d'accroissements des revenus.
45. **Objectif stratégique 2: Promouvoir les initiatives productives.** Cet objectif se subdivise en deux sous-objectifs: améliorer l'accès des petits exploitants premièrement aux marchés et deuxièmement aux services financiers. Il est en cohérence avec la PDA. L'amélioration de l'accès aux marchés comportera l'établissement de relations commerciales entre les grands négociants privés et les organisations de producteurs ciblées. Les partenariats entre ces deux groupes seront encouragés au moyen, par exemple, de plateformes de concertation et de l'intégration des groupements de producteurs dans les réseaux de commercialisation. Un projet d'accès aux marchés et à la finance rurale d'un montant de 27 millions d'USD sera élaboré en 2014.
46. Les résultats attendus sont les suivants:
 - a) accroissement des parts de marchés de la production locale et réduction des pertes après récoltes et en cours de transformation; et
 - b) élargissement de l'accès des petits producteurs aux services financiers pour l'investissement et l'accroissement des revenus.
47. **Objectif stratégique 3: Investir dans le capital humain.** Le FIDA continuera à soutenir le renforcement des capacités des associations rurales au niveau des communautés et des comités de gestion de bassins versants, afin de leur permettre de communiquer leurs besoins et de gérer plus efficacement leurs initiatives productives. L'accent sera mis sur l'égalité de participation entre les femmes, les hommes et les jeunes. Cet objectif stratégique vise aussi à soutenir le

développement ciblé des compétences du personnel clé du MARNDR, y compris celui des bureaux décentralisés dans les départements. Le FIDA collaborera étroitement avec la BID, la Banque mondiale et l'Union européenne, dans le cadre du programme de réforme relatif au renforcement des capacités institutionnelles. Cet objectif est en cohérence avec la PDA.

48. Les résultats attendus sont les suivants:

- a) meilleure gestion de l'exécution des projets par le MARNDR, conduisant à une réalisation rapide et efficace des investissements de développement ciblés sur les populations rurales pauvres; et
- b) renforcement des capacités des producteurs (possibilités d'emplois locaux et amélioration des compétences).

49. **L'approche stratégique se caractérise par** une plus grande concentration sur le processus d'exécution – la "façon de faire" – afin d'améliorer la qualité du portefeuille et de contribuer à la durabilité des activités du programme. La gestion des risques des projets et la durabilité des investissements sont traitées au niveau des projets et au stade de la conception dans le cas des nouveaux projets. Le programme mettra en œuvre une approche empreinte de souplesse afin de mieux répondre à toute situation critique qui pourrait se présenter du fait de la fragilité de la situation économique et politique, et de la forte vulnérabilité aux risques climatiques et aux fluctuations de prix des denrées alimentaires. Le ciblage des groupes les plus vulnérables mais aussi les plus actifs sur le plan économique, et spécialement les femmes et les jeunes, est prioritaire.

50. La sélection rigoureuse des partenaires d'exécution sera décisive pour la constitution d'unités d'exécution plus fortes. L'attention portée aux dispositions institutionnelles visant à favoriser l'exécution efficiente des nouveaux projets sera aussi d'une importance primordiale.

C. Perspectives d'innovation

51. Les innovations censées contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques du COSOP sont notamment les suivantes:

- a) dispositions relatives à l'établissement de partenariats institutionnels pour l'exécution des projets financés par le FIDA;
- b) création de systèmes de petite irrigation recourant à l'approche du bassin versant pour la conservation; et
- c) partenariats entre petits producteurs (par l'intermédiaire de leurs organisations de base) et grands négociants privés établis, dans le cadre de partenariats public-privé.

D. Stratégie de ciblage

52. Les principaux bénéficiaires seront les populations rurales pauvres capables de participer à des initiatives agricoles et rurales productives. Les zones géographiques ciblées demeureront les départements du Centre, du Nord-est, du Nord-ouest et des Nippes. Le ciblage social sera axé sur la situation socioéconomique. Les indicateurs seront les suivants:

- a) accès aux intrants et aux services financiers;
- b) propriété des moyens de production (terre, outillage, bétail);
- c) situation socioéconomique (jeunes femmes, chefs de ménages, ménages touchés par le VIH/sida); et
- d) activité économique principale, et rapports avec l'insécurité alimentaire et les seuils de pauvreté.

53. On aura soin d'éviter la stigmatisation des groupes vulnérables en leur destinant des programmes spécifiques ou la création d'une hostilité en excluant les personnes influentes des activités. En raison de la forte proportion de jeunes en milieu rural, le ciblage explorera les opportunités correspondant à cette structure démographique.

E. Articulation au niveau des politiques

54. La priorité accordée par le gouvernement au secteur agricole dans ses documents de stratégie exige des institutions sectorielles fortes. Le soutien du FIDA comportera une étroite collaboration avec les autres partenaires de développement et une assistance au MARNDR pour l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et la coordination des investissements dans ce secteur, de façon à créer des synergies entre les investissements et la formulation des politiques. Le FIDA coopérera directement avec le gouvernement afin de contribuer à façonner le programme relatif aux politiques, dans le cadre du groupe de travail établi sur le secteur agricole, placé sous la direction du MARNDR et rassemblant les bailleurs de fonds du secteur et les institutions gouvernementales concernées (l'INARA et le CIAT pour la politique foncière).
55. Le défi pour le bureau de pays est de veiller à ce que les politiques ne sapent pas ou n'invalident pas les objectifs stratégiques proposés et les investissements qui seront soutenus par le FIDA. Il est essentiel de reconnaître, dans la participation à la concertation, que certaines politiques régissant le secteur agricole sont motivées par d'autres raisons que l'amélioration de la productivité.

V. Gestion du programme

A. Suivi du COSOP

56. L'équipe de gestion du programme de pays (EGPP), dirigée par le chargé de programme de pays (CPP) récemment détaché, suivra l'exécution du COSOP à l'aide des rapports issus:
- a) du cadre de gestion des résultats du COSOP et du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI);
 - b) des missions de supervision, d'appui à l'exécution et de suivi;
 - c) des examens et enquêtes des différents projets; et
 - d) des études analytiques.
57. Des ateliers annuels seront organisés pour examiner l'exécution du COSOP et diffuser les enseignements et les savoirs issus de son exécution. Le FIDA et le Gouvernement haïtien entreprendront un examen à mi-parcours de l'exécution du COSOP à la mi-2015, et procéderont le cas échéant à des adaptations de la stratégie. Pour ce faire, ils s'appuieront sur l'évaluation de la performance du programme de pays conduite par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Le résultat de ces examens nourrira la concertation avec le gouvernement ainsi que l'élaboration du prochain COSOP axé sur les résultats. Les valeurs de référence et les indicateurs d'objectif présentés dans le cadre de gestion des résultats proviendront des enquêtes prévues dans le cadre des projets en portefeuille.

B. Gestion du COSOP

58. L'exécution du COSOP sera gérée par l'EGPP, composée du bureau de pays du FIDA, des responsables des projets financés par le FIDA et des représentants des institutions gouvernementales et des organismes partenaires d'exécution – le Ministère de l'économie et des finances, le MARNDR, le FAES et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. Des spécialistes en poste à Rome, de la Division des politiques et du conseil technique, apporteront un appui. On trouvera dans le dossier clé 2 la matrice des institutions gouvernementales qui participeront à l'exécution du COSOP.

59. Grâce au détachement du CPP dans le pays, le FIDA se propose d'améliorer l'exécution du programme de pays et de renforcer la concertation au niveau national et au niveau local entre les organes du gouvernement et les organisations de producteurs qui défendent les intérêts de leurs membres. Le bureau de pays contribuera à donner une vision nuancée du programme de pays et de l'environnement dans lequel il est mis en œuvre, et il mettra à profit les liens supplémentaires qui seront créés avec le temps. Il s'attachera par conséquent:
- a) à faciliter la constitution d'un meilleur portefeuille afin d'accélérer le processus d'exécution et d'améliorer la qualité d'exécution des projets;
 - b) à communiquer avec le gouvernement sur les questions clés relatives à l'exécution des projets et aux politiques;
 - c) à travailler en collaboration avec les autres partenaires de développement, afin de mobiliser les investissements dans l'agriculture et le secteur rural pour réduire la pauvreté rurale, et de créer les synergies nécessaires; et
 - d) à faciliter les échanges de savoirs entre les projets soutenus par le FIDA et ceux qui sont financés par les autres partenaires de développement.

C. Partenariats

60. La collaboration du FIDA avec les deux principaux ministères partenaires – le Ministère de l'économie et des finances et le MARNDR – s'est accrue de façon significative depuis le détachement du CPP en mars 2013. De nouveaux partenariats sont aussi envisagés. Les partenariats avec les institutions internationales de développement seront renforcés et élargis, à l'appui de la petite irrigation et de l'aménagement des bassins versants, de la concertation, de l'accès aux marchés et de la finance rurale.

D. Gestion des savoirs et communication

61. La production, le partage et la gestion des savoirs issus des enseignements tirés sont d'importants facteurs de renforcement de l'efficacité des projets et de la gestion du programme de pays. Le bureau de pays facilitera les liens correspondants par le biais des plateformes sectorielles existantes, selon une démarche thématique. Le renforcement de l'efficacité de l'aide en Haïti exige une meilleure compréhension et diffusion de ce qui fonctionne. Quand la réforme du renforcement des capacités multidonateurs entrera en vigueur, les systèmes de S&E seront renforcés et joueront un rôle efficace dans la collecte et l'analyse des données, la documentation des méthodes, l'apprentissage et l'élaboration de "paquets" de savoirs.
62. La collaboration avec les autres organismes de développement sectoriel sera renforcée afin de promouvoir de bonnes pratiques agricoles et d'assurer le règlement des problèmes fonciers, la gestion des ressources naturelles et la remise en état de l'infrastructure d'irrigation.

E. Cadre de financement SAFP

63. Le COSOP recouvrira les deux cycles suivants du SAFP: 2013-2015 et 2016-2018. Les allocations du SAFP seront complétées par des cofinancements. Deux projets en cours – le PAIP et le PPI-2, d'une valeur de 55 millions d'USD – s'achèveront en 2014 et 2015, respectivement. L'exécution du projet PPI-3, pour lequel l'accord a été signé en octobre 2012, avec un financement sous forme d'un don du SAFP se montant à 13,2 millions d'USD, vient de démarrer. Pour 2013-2015, l'allocation du SAFP est de 19,88 millions d'USD, et un montant analogue est envisagé pour le deuxième cycle du SAFP.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>		<i>COSOP Année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
Ai	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,00
Aii	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,88
Bi	Accès à la terre	3,13
Bii	Accès à l'eau à usage agricole	3,88
Biii	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,00
Ci	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00
Cii	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,50
Ciii	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,50
Di	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,13
Dii	Représentation	3,92
Ei	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,63
Eii	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	2,75
	Moyenne des notes cumulées	3,61
	Notation PAR	5,00
	Note EPIN (note du pays)	2,90
Allocation annuelle (estimation)		6,63 millions d'USD

EPIN: évaluation des politiques et institutions nationales par la Banque mondiale.

PAR: portefeuille à risque.

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/-1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/-0.3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	4	3,31	-24%
Hypothèse de base	5	3,61	0%
Hypothèse haute	6	3,91	27%

F. Risques et gestion des risques

64. L'instabilité politique est un facteur de risques potentiels. Des troubles sociopolitiques pourraient entraîner une régression politique du pays et avoir des répercussions sur l'exécution du programme.
65. De graves catastrophes d'origine climatique pourraient avoir des conséquences dramatiques pour les personnes et les biens. Le choix des technologies et la localisation des infrastructures seront soigneusement étudiés pour atténuer ce risque.
66. Un troisième risque tient à la capacité du MARNDR à revitaliser les institutions agricoles pour qu'elles offrent des services efficaces et assurent la bonne exécution des projets. Le FIDA continuera de se concerter avec le gouvernement et de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, aux côtés des autres partenaires de développement.
67. Les risques spécifiques aux projets et les mesures d'atténuation destinées aux nouveaux projets seront identifiés au stade de la conception.

Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP

A. Le processus

Le processus d'élaboration du COSOP a été prévu en trois étapes :

- (a) une mission de consultation pour la nouvelle stratégie pays (COSOP) réalisée du 7 au 19 octobre 2012 ;
- (b) une mission de formulation réalisée du 10 au 21 décembre 2012 ;
- (c) une phase de restitution et validation du COSOP prévue de février à juin 2013.

En octobre 2012, une mission conduite par le chargé de programme accompagné de cadres de la division Amériques Latine et Caraïbes et de la division technique du FIDA a été menée en Haïti pour entamer le dialogue avec le Gouvernement et les autres partenaires clefs du FIDA dans le pays. Il en est résulté la production de documents de travail et l'établissement d'un brouillon commenté de cadre stratégique basé sur l'actuel COSOP en cours d'achèvement. La mission a démarré au ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) par une séance de travail avec son Excellence le Ministre de l'Agriculture et des membres de son cabinet.

Au niveau de l'État haïtien, d'autres réunions ont eu lieu avec le directeur général du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), le Fonds d'assistance économique et social (FAES), l'Institut national de la réforme agraire (INARA) et le Comité interministériel d'aménagement du Territoire (CIAT). La mission s'est aussi rendue au ministère de la Planification et à la Coordination nationale de sécurité alimentaire (CNSA), afin de collecter toutes les données disponibles les plus récentes sur la situation de pauvreté rurale et du secteur agricole en Haïti.

La mission a en outre rencontré les bailleurs de fonds et les agences de coopération internationale suivants : la Banque interaméricaine de développement (BID), le service de Coopération et d'Action culturelle de l'ambassade de France, l'USAID, la FAO, le PNUD, le réseau OXFAM (International, GB, Québec, Intermon), l'Institut interaméricain pour la coopération dans l'agriculture (IICA), le projet de mise en place d'un Système de financement et d'assurance agricole (SYFAAH) avec financement du Canada et exécution technique de Desjardins.

La mission de formulation, menée en décembre 2012, a préparé une synthèse de l'évaluation du COSOP 2009-2012 et une première matrice stratégique pour le COSOP 2013-2018. Elle a également poursuivi les rencontres avec les différents partenaires techniques et financiers (PTF), notamment: l'Union européenne, la coopération canadienne (ACDI), la coopération espagnole (AECID), la Banque mondiale, la BID, la FAO, le FAES, l'IICA et le PAM, pour prendre des informations sur les différentes interventions en cours et programmées ainsi que les possibilités de complémentarités, de collaboration et de synergie. La mission a présenté la synthèse de l'évaluation du COSOP 2009-2012 et une proposition d'axes et interventions stratégiques pour le COSOP 2013-2018 au cours d'un atelier réunissant des représentants du GdH, des projets et des principaux partenaires du FIDA. Les participants à l'atelier ont évalué, discuté et validé les constats et leçons apprises de l'évaluation du dernier COSOP, ainsi que les axes stratégiques proposés pour le nouveau COSOP. La mission a recommandé qu'une équipe nationale de suivi du COSOP, représentant les différentes parties prenantes, soit constituée sous la présidence du secrétaire d'État à la production végétale et participe aux différentes étapes d'examen et de validation des documents du COSOP.

Un atelier réunissant les responsables de la DDA Nord-Est, les responsables d'unités de projets (PAIP, PPI-II), des représentants d'AAA et de la FAO a permis de partager des informations sur les montages institutionnels des projets et sur la coordination au sein d'une direction départementale.

En avril 2013, un nouvel atelier, cette fois avec des représentants d'agences internationales (FAO), de bailleurs de fonds (BID), de services étatiques (ministère des Finances, ...), des partenaires de mise en oeuvre du COSOP actuel (ICCA, FAES), a été l'occasion de présenter les principaux éléments du nouveau COSOP. Les débats et échanges ont servi pour préciser certaines informations et stratégies.

Fin avril, le COSOP a été présenté au ministre de l'Agriculture et des membres de son cabinet ; très rapidement, l'équipe du Ministère a commenté le texte.

Enfin, différents bailleurs de fonds ont commenté et critiqué le document en circulation.

B. Les points essentiels traités lors des échanges

Les points traités lors des échanges peuvent être résumés comme suit: le problème de la coordination de l'aide internationale, le mode d'organisation de l'aide, le montage institutionnel et les risques de substitution des projets aux services techniques de l'État; enfin, la réflexion sur le rôle de l'État dans un pays qui restera pendant longtemps dépendant de l'aide financière, technique et sécuritaire externe.

C. Une réflexion sur le déroulement de la consultation

La consultation a, d'une part, permis d'obtenir des informations des différents partenaires du FIDA en Haïti ; elle a également bénéficié des conclusions issues des différentes missions et revues à mi-parcours ayant eu lieu ces dernières années. Une fois le premier document rédigé, sa diffusion effectuée aux autorités haïtiennes et aux différents partenaires techniques, différents commentaires ont été analysés par l'équipe de consultants. La plupart des commentaires ont alors été intégrés dans le document final.

Les commentaires ont porté sur :

- des demandes de précisions sur les données économiques d'Haïti, sur l'économie agricole, sur la contribution du secteur agricole, sur la place des femmes dans l'économie agricole ;
- les politiques des différents bailleurs de fonds et les stratégies du ministère de l'Agriculture ;
- l'importance de développer les interventions autour du foncier, du marché, de l'accès aux services financiers ;
- la nécessité d'un échange d'expériences et de partenariats avec les agences du système des Nations unies et d'autres bailleurs de fonds ;
- le besoin d'améliorer le système de suivi du FIDA avec une plus grande implication du MARNDP et de ses services déconcentrés ;
- l'importance d'un dialogue avec le gouvernement autour des politiques en faveur de l'agriculture paysanne ;
- l'importance de la planification locale et de la réalisation de plans communaux ;
- la suggestion que les priorités des futurs projets soient identifiées sur la base des besoins des groupes cibles, et que ces projets soient définis en concertation avec les organisations rurales.

Tableau résumé du processus de préparation du COSOP 2013-2018

Etapes	Activités	Thèmes abordés	Participants
1. Mission de consultation	Octobre 2012 Rencontres avec le GdH Rencontres avec les partenaires techniques et financiers (PTF) Visites de terrain Rencontres avec des personnes ressources en provenance du secteur privé, des ONG et d'agences de coopération internationale	Modalités d'élaboration et de revue du COSOP Période couverte par le prochain COSOP Orientations de la politique sectorielle Domaines d'interventions des PTF	MARNDR FIDA Consultants
2. Mission de formulation	Décembre 2012 Rencontres avec le GdH Analyse de documents de stratégie nationale Elaboration d'une synthèse de l'évaluation du dernier COSOP et d'une matrice stratégique provisoire pour le nouveau COSOP (présentation PowerPoint) Evaluation des résultats du COSOP précédent et de la nouvelle matrice, et accord sur cette synthèse au cours d'un atelier réunissant des représentants du GdH, des projets et des principaux partenaires du FIDA. Atelier dans le Nord Est Poursuite des rencontres avec les PTF	Résultats du COSOP précédent: forces, faiblesses, Stratégies nationales en cours et en préparation Interventions des différents partenaires Modalités de mise en œuvre des projets pour assurer une meilleure performance du portefeuille FIDA	MARNDR FIDA Consultants
3. Restitution discussion et Validation	Décembre Poursuite des rencontres avec certains PTF Ateliers avec bailleurs de fonds, représentants du gouvernement Analyse des différents commentaires et travail sur le COSOP. Rencontre avec Ministre des Finances, Ministre de l'Agriculture	Stratégie du nouveau COSOP Stratégie du gouvernement au niveau du développement rural Intervention des différents partenaires	Consultants MARNDR MEF Partenaires financiers
4. Révision et adoption au niveau du FIDA	Décembre 2012 – Mai 2013 Divers commentaires du FIDA (IFAD- Peer Reviews for Quality Enhancement) Réaction sur les commentaires Travail sur des nouvelles formations et prise en compte des commentaires.	Orientations stratégiques Leçons apprises	Consultants FIDA

Country economic background

Land area (km² thousand) 2011 1/	27.6	GNI per capita (USD) 2010 1/	650		
Total population (million) 2011 1/	10.12	GDP per capita growth (annual %) 2005-11 1/	0.25		
Population density (people per km²) 2010 1/	363	Inflation, consumer prices (annual %) 2012 1/	6.86		
Rural population (million) 2010	5.04				
Local currency Gourde (HTG)		Exchange rate: USD 1 = HTG 43.00			
Social Indicators		Economic Indicators			
Population (average annual population growth rate) 2000-2011 1/	1.05	GDP (USD million) 2010 1/	7 902		
Crude birth rate (per thousand people) 2010 1/	26.1	GDP growth (annual %) 1/ 2007-2011	0.89		
Crude death rate (per thousand people) 2010 1/	9.1				
Infant mortality rate (per thousand live births) 2010 1/	67.5				
Life expectancy at birth (years) 2010 1/	61.7	Sectoral distribution of GDP 2011/2012 1/			
No. of rural poor (million) (estimate IFAD) 2010	4.43	% agriculture	22.6		
Poor as % of total rural population 1/	N.A.	% industry	0,1		
Total labour force (million) 2010 1/	4.7	% manufacturing	8		
Female labour force as % of total 2010 1/	47	% services	27.1		
Education		Consumption 2010 1/			
School enrolment, primary (% gross) 2010 1/	N.A.	General government final consumption expenditure (as % of GDP)			
Adult literacy rate (% age 15 and above) 2005-2010 2/	48.7	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)			
		Gross domestic savings (as % of GDP)	-1.15		
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	2010/11	2011/12	2012/13
Daily calorie supply (kcal/capita/day) 2009 3/	1 979	External current account balance (Including official grants (%GDP)	- 4,6	- 4	- 5,6
Children under 5 suffering from stunting (%) 2006-2010 4/	29	External current account balance (Excluding official grants (% GDP)	- 24,2	- 16,5	- 17,7
Children under 5 suffering from wasting (%) 2006-2010 4/	10	Foreign direct Investment	2,4	2,1	1,3
Prevalence of under-nutrition (%) 2010-2012 1/	45				
Health					
Health expenditure, total (as % of GDP) 2010 1/	6.91				
Physicians (per thousand people)	N.A.				
Population using improved water sources (%) 2004 2/	35.6				
Population with access to essential drugs (%) 2/	N.A.				
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	52.2				
Agriculture and Food					
Food imports (% of merchandise imports) 2010 1/	N.A.	Central Government Finance (5)	2010/11	2011/12	2012/13
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2010 1/	N.A.	Revenue and Grant (% GDP)	29,8	23,3	24,4
Food production index (2000-2006=100) 2010 1/	109	Domestic revenue (%GDP)	13,1	12,8	14,1
Cereal yield (kg per ha) 2010 1/	779.6	Grants	16,8	10,6	10,4
		Expenditures (%GDP)	33,5	29,3	29,8
		Current expenditures	11,8	11,9	11,3
		Capital expenditures	21,7	17,4	18,5
		Overall Balance (%GDP)	- 3,7	- 5,9	- 5,3
		Total Government debt (%GDB)	12,2	15,4	20,4
Land Use					
Arable land as % of land area 2009 3/	38				
Forest area as % of total land area 2010 1/	4				
Irrigated land as % of cropland 2009 3/	9				

1/ World Bank, World Development Indicators database; 2/ UNDP, Human Development Report, 2011; 3/ FAOStat; 4/ WHO; 5/ IMF Compiled from : Ministry of Economy and Finances, Bank of the Republic of Haiti, IMF staff estimates and projections ; and World Bank estimates (<http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>)

Country context

Table II-1: Comparative yield levels in selected countries for selected crops
(FAO-STAT, 2010)

Average yield(MT/Ha)	Haiti	Belize	Honduras	Jamaica	Dominican Rep.
Banana (plantain)	5.02	21.18	10.36	18.83	11.99
Green coffee	0.28	1.40	0.85	1.01	0.27
Corn	0.76	3.46	1.08	1.17	1.40
Cassava	4.07	11.00	6.35	18.53	7.51
Rice (paddy)	2.65	4.30	3.31	2.00	4.61

Table II-2: Transaction cost and time for land administration services

Phases	Costs	Time required
Authorization to conduct survey	0	10-20 days
Parcel survey demarcation	US\$334-406	50-70 days
Preparation of deed by notary	US\$119-213	1-90 days
Registration and transcription of deed	US\$63	300 days
Total	US\$516-682	361-480 days

Source: IDB " Land Tenure Security Program in rural areas", Executive Board document

Table II.3: Prevalence of food insecurity

	Food insecurity			Food security		
	high	moderate	Global	moderate	High	Global
Rural	8.8%	32.9%	41.7%	37.3%	21.0%	58.3%
Metropolitan area	7.5%	25.9%	33.4%	36.8%	29.8%	66.6%
Peri-urban	6.0%	23.3%	29.3	42.5%	28.3%	70.8%
Total	8.1%	29.9%	38.0%	38.0%	24.0%	62.0%

	Extremely vulnerable families	Very vulnerable families	Vulnerable families with limited assets
Access to land	Generally no land ownership, cultivate less than 1/4 ha most often share-cropping and upland / mountainous terrain	Have 1 or 2 ha of land, part of which owned and the rest in tenancy or sharecropping in lowland areas	Over 2 ha of land mostly owned (rarely leased) in irrigated lowland area
Housing	Small mud brick or wattle houses, straw thatch	Mud brick or wattle houses, CI sheet roofing	Mud or concrete block, cement plastered, CI sheet roofing
Livestock	Little or no livestock or poultry, occasionally small ruminants/poultry in garden	Poultry, small ruminants and at least one head of cattle, horse or donkey	Poultry plus substantial number of large and small ruminants, pigs, horses and mules
Education	Most often are illiterate or rarely with incomplete primary education.	Often incomplete primary education but sometimes some access to secondary	Secondary and university education
% beneficiaries in IFAD-financed projects	20 to 25%	50 to 60%	15 to 20%

Cadre de gestion des résultats du COSOP

Document de stratégie pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté (DSNCRP 2008-2010)	Résultats-clés du COSOP 2013-2018	Objectifs institutionnels et de politique
---	-----------------------------------	---

Objectif général: Améliorer de manière durable les revenus et la situation de sécurité alimentaire des populations rurales pauvres

Objectif DSNCRP pour l'agriculture et le développement rural:	Objectifs stratégiques	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'étape par rapport à l'atteinte des objectifs stratégiques	Contribution au dialogue sur les politiques
<p>Promouvoir une agriculture moderne, créatrice de richesses et respectueuse de l'environnement permettant d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs</p> <p>Politique de développement agricole (PDA - 2010-2025)</p> <p>Objectif général: contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population haïtienne et au développement social et économique du pays</p>	<p>OS1.</p> <p>Promouvoir une agriculture adaptée aux changements climatiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de producteurs agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement (% d'hommes et femmes) Superficie (ha) de terre améliorée par des mesures de préservation des sols et de l'eau Nombre d'aménagements (périmètres et autres) et autres investissements productifs en service. 	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'hectares de petits périmètres irrigués réhabilités/ construits Nombre de groupes et d'organisations rurales, incluant des femmes dans les organes de décisions, fonctionnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> La gestion déléguée des aménagements hydro-agricoles ou de bassins versants aux associations d'usagers. Les mécanismes de sécurisation foncière des petits producteurs. Le développement des activités agricoles et rurales. Le rôle des petits producteurs dans la production agricole nationale, leur organisation et les appuis de base dont ils ont besoin pour développer leurs capacités productives tout en préservant les ressources naturelles
	<p>OS2.</p> <p>Promouvoir les initiatives productives</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de producteurs (trices) déclarant obtenir des services de qualité des organisations et institutions d'appui. (% hommes et femmes) Tonnage de produits stockés, transformés ou commercialisés par les petits producteurs appuyés. Valeur brute du portefeuille de prêts (particuliers) Valeur de l'épargne volontaire Nombre de caisses d'épargne et de prêts fonctionnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Personnes ou groupes formés en gestion économique d'investissements productifs (% hommes et femmes) Nombre de groupes de commercialisation créés et/ou consolidés. Nombre d'infrastructures de transformation, stockage ou commercialisation installées/ réhabilitées. Nombre d'épargnants volontaires et nombre d'emprunteurs actifs (% hommes et femmes) Nombre d'organisations rurales consolidées ou créées. Nombre de contrats réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> L'amélioration et la sécurisation de la production nationale. L'intégration des petits producteurs dans une agriculture commerciale et les filières agricoles organisées.
<p>Axes d'intervention:</p> <ul style="list-style-type: none"> Appui à l'accessibilité des producteurs aux facteurs de production de base Développement des filières agricoles et la promotion des marchés Régulation des marchés des produits agricoles ainsi que des biens et des services privés d'appui au secteur Développement d'une offre en service public à l'agriculture et aux agriculteurs Renforcement institutionnel 	<p>OS3.</p> <p>Investir dans le capital humain</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de cadres formés Nombre d'organisations accompagnées Des outils de suivi/ évaluation mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations rurales renforcées, Personnes ou groupes formés en gestion des ressources naturelles (% hommes et femmes) Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés (% hommes et femmes) 	<p>La définition et le renforcement des rôles des différentes institutions sectorielles.</p>

Analyse des résultats du COSOP précédent

Projets en cours ou achevés pendant la période du COSOP

1. ICV-II: Projet d'intensification de cultures vivrières, phase II – MARNDR. Bas plateau central (2001-2010, 20,1 millions USD) - *Achevé au 30/09/2010*
2. ASAC: Projet d'appui à la sécurité alimentaire et à la création d'emploi - IICA. Ouest, Nippe (2010-2011, 2,5 millions USD) Achevé au 30/04/2012
3. AIP: Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural – FAES. Nord-est, Nord-ouest, Haut plateau central (2003-2014, 38,03 millions USD)
4. PI-II: Projet de développement de la petite irrigation, phase II – MARNDR. Nord-est, Nord-ouest, Centre (2009-2015, 34,1 millions USD)

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>Les appuis apportés dans le cadre du Programme visent à contribuer à la mise en œuvre du Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSNCRP), et plus en particulier à soutenir, dans le cadre du pilier 1 (vecteur de croissance: agriculture et développement rural) la relance du secteur agricole en facilitant la participation des ruraux pauvres à une croissance économique équitable et durable.</p>	<p>Part du budget alloué à l'agriculture Etat d'exécution des dépenses budgétaires par institutions et par secteurs exécutées à partir des fonds du Trésor public (octobre 2008 - septembre 2009)¹³ MARNDR: 551,79 millions HTG, soit 1,6% du budget total estimé à 34 497 millions HTG.</p> <p>Poids de l'agriculture dans le PIB¹⁴ PIB période (2008-2009): Secteur agriculture, sylviculture, élevage et pêche: 3 288 millions HTG, soit 23,4 % du PIB total estimé à 14 014 millions HTG.</p>	<p>Part du budget alloué à l'agriculture Etat d'exécution des dépenses budgétaires par institutions et par secteurs exécutées à partir des fonds du Trésor public (octobre 2011 - septembre 2012)¹⁵ MARNDR: 9 927 millions HTG, soit 6,4 % du budget total estimé à 121 000 millions HTG.</p> <p>Poids de l'agriculture dans le PIB PIB période (2010-2011): Secteur agriculture, sylviculture, élevage et pêche: 3 326 millions HTG, soit 23,76 % du PIB total estimé à 113 996 millions HTG.</p>	<p>Il n'y pas eu des progrès majeurs enregistrés au niveau des objectifs liés à l'agriculture inclus dans le DNSRP (2008-2010).</p> <p>Le tremblement de terre qui a durement frappé le pays en 2010 (330 000 personnes tuées, 1,5 million de personnes déplacées, des dégâts et des pertes évalués à 120% du PIB) a réduit fortement la croissance du pays et a affaibli énormément l'économie et les institutions de l'Etat.</p> <p>Les efforts des institutions nationales ainsi que des bailleurs se sont concentrés dans la reconstruction, et les dynamiques de développement en cours ont souffert de retards considérables.</p> <p>Le FIDA a mis en œuvre, suite au tremblement de terre, un projet d'aide d'urgence (PASAC) doté de 2,5 millions USD, pour venir en aide aux populations rurales sinistrées dans les départements de l'Ouest et des Nippes.</p> <p>Le FIDA a contribué dans ses zones d'intervention à la relance du secteur agricole par: la mise en place et l'utilisation d'outil de planification locale; l'organisation et la formation des producteurs; la réhabilitation et le renforcement des actifs productifs (aménagement de périmètres irrigués, bassins versants, fourniture d'outils, d'animaux de semences et amélioration des itinéraires techniques à travers les microprojets; mis en place de services financiers ruraux de proximité.</p>
<p>Objectif général: Améliorer de manière durable les revenus et la situation de sécurité alimentaire des populations rurales pauvres</p>	<p>Indicateur de résultat Augmentation de 20% des revenus des petits producteurs dans les zones d'intervention du Programme</p>	<p>Indicateur de résultat <u>PICV-II</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Diversification et accroissement des revenus Autonomie financière des ménages <ul style="list-style-type: none"> Réalisation de 700 jardins potagers familiaux 	<p>Les projets du portfolio FIDA actifs au cours du dernier COSOP (PICV-II, PAIP, PPI-II et PASAC) ont tous, à l'exception du PASAC, des composantes similaires; renforcement des organisations de base et de la planification participative, appui aux initiatives productives (microprojets) et appui à l'accès aux services financiers ruraux.</p> <p>Le PASAC, qui a été un programme d'urgence</p>

¹³ <http://www.mefhaiti.gouv.ht/Budget%20Execution%202008-09sept09.pdf>

¹⁴ <http://www.brh.net/pibsecteur.pdf>

¹⁵ <http://www.mefhaiti.gouv.ht/Budget%20Execution%202010-2011.pdf>

	<p>Indicateur d'étape</p> <p>Des plans de développement et d'affaires sont mis en œuvre par des organisations de base et des micro-entreprises dans les zones d'intervention du Programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> – 504 projets d'initiatives communautaires (PIC) mis en œuvre (9,9 millions USD) – réseau de services financiers fonctionnel: 19 CREP mises en place. <p><u>PASAC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de rendement de 0,5 t/ha à 1,5 t/ha avec la variété de haricot distribuée • Près de 213 430 personnes/jours d'emplois rémunérés en travail HIMO • Injection directe de plus de 1 million USD (40 millions HTG) dans l'économie rurale <p><u>PAIP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 196 projets d'investissement communautaires approuvés et financés, 19 études de pré-investissement financés, 52 évaluations ex-post de projets réalisés, 27 microprojets à gestion directe des fonds par les communautés mise en place et 3 activités transversales financés pour un financement total de 9,41 millions USD. <p><u>PPI-II</u></p> <p>56 microprojets productifs en cours d'exécution pour une valeur de 0,49 million USD.</p> <p>Indicateur d'étape</p> <p><u>PAIP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 11 plans de développement communautaires ont été approuvés par le comité du FAES • Elaboration de 423 documents de projets d'investissement communautaires (sociaux et économiques) à partir des plans élaborés et actualisés avec l'appui du FAES 	<p>d'un an, mis en place après le tremblement de terre, avait un objectif simple d'accroître la disponibilité alimentaire sur le court terme à travers notamment la réhabilitation des infrastructures productives et la création d'emplois à travers des activités HIMO.</p> <p>Les projets FIDA ont contribué à l'amélioration des conditions de vie et à l'augmentation des revenus des populations rurales les plus pauvres (populations cibles du FIDA). Cependant, la faiblesse des systèmes de suivi-évaluation des projets et le manque d'enquêtes sur l'évolution des conditions de vie des bénéficiaires ne permettent pas de savoir de manière quantitative et précise quelle a été l'impact des projets sur l'amélioration des revenus des producteurs.</p> <p>L'indicateur d'étape est trop éloigné de l'indicateur de résultat pour pouvoir fournir des informations très pertinentes par rapport à l'atteinte du résultat</p> <p>Une faiblesse fondamentale des projets FIDA a été les défaillances des systèmes de suivi évaluation pour mesurer les résultats et les effets des projets et capter les bonnes expériences et les acquis des projets.</p>
<p>OS1. Renforcer la participation des organisations de base rurales au processus de développement dans la zone du programme-pays</p>	<p>Indicateur de résultat</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 40% des organisations de base rurales travaillant avec les projets ont statuts et comités de gestions fonctionnels. 2. 25% des organisations de base rurales peuvent fournir des services de qualité à leurs membres <p>Indicateur d'étape</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des plans de développement des organisations de base rurales sont élaborés 2. Des partenariats entre organisations de base rurales, secteur privé et services publics sont établis 3. 30% des organisations de base rurales ont des 	<p>Indicateur de résultat</p> <p><u>PICV-II</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 420 OB renforcées • 6 700 personnes alphabétisées • 201 animateurs relais formés • 800 comités de gestion formés • 1 700 membres d'OB formés en santé nutritionnelle et de reproduction • <p><u>PASAC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 19 AI renforcées <p><u>PAIP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 351 OB renforcées • 8 750 personnes alphabétisées <p><u>PPI-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 63 OB et AI renforcées (niveau 2 et 3) • 19% des OB autonomes (niveau 2 et 3) • 1 089 personnes alphabétisées <p>Indicateur d'étape 1</p> <p><u>PICV-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 227 plans de développement communautaires élaborés <p><u>PAIP :</u></p>	<p>Une composante commune à tous les projets FIDA est le renforcement des organisations de base, ainsi que des institutions d'appui au secteur agricole (structures déconcentrées du MARDNR et prestataires agricoles sur le terrain) avec un accent particulier sur la planification participative.</p> <p>La méthodologie de planification participative mise en place par les différents projets (Plan de développement communaux au PPI-II et PICV-II, et Plan de gestion de périmètres au PPI-II) est une méthodologie éprouvée qui a été testée depuis plus de dix ans par le FIDA et adoptée par le FAES comme sa méthodologie de travail globale pour la planification au niveau communautaire. Cela représente une force du programme FIDA dans le pays. En créant des bureaux régionaux dans le cadre du PAIP, le FIDA a initié la décentralisation du FAES, qui dispose aujourd'hui de 6 bureaux régionaux.</p> <p>La planification communautaire doit rester un outil à la portée des communautés, leur permettant d'identifier et de valider des priorités, des objectifs et des initiatives de développement. Certains projets en voulant en faire des outils de planification technique complexe ont perdu l'adhésion des populations à cet outil. Les plans communautaires ou de gestion doivent rester des plans d'actions simples, portés par les populations et utilisés comme outils de planification et de pilotage pour les</p>

	<p>femmes dans leurs organes de direction</p> <ul style="list-style-type: none"> • 42 plans de développement communaux et sections communales (PDC/PDSC) élaborés (juin-2012) <p><u>PPI-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 36 plans de gestion de périmètres élaborés de façon participative (date 30 sept. 2012) <p>Indicateur d'étape 2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de réalisation <p>Indicateur d'étape 3</p> <p><u>PICV-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas disponible <p><u>PASAC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation des femmes dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre pour un quota de 42% <p><u>PAIP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 67% des OB renforcés ont des femmes dans leurs organes de direction <p><u>PPI-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% des AI renforcées ont des femmes dans leur organes de direction 	<p>investissements à réaliser dans une zone.</p> <p>Le renforcement des OB et des AI peut être considéré également comme un point fort dans tous les projets FIDA.</p> <p>Par contre les indicateurs utilisés par les projets s'arrêtent au renforcement des organisations et à l'élaboration des plans mais ne mesurent pas l'utilisation faite de ces plans et les services fournis par les organisations à leurs membres.</p> <p>Le ciblage des organisations bénéficiaires doit être vigilant pour éviter l'appui aux organisations opportunistes créées seulement pour le captage de fonds des projets de développement. Des liens avec des mouvements paysans ou des fédérations d'acteurs sur un même territoire pourraient être développés permettant davantage de cohésion au niveau du milieu.</p> <p>L'alphabétisation fonctionnelle, activité commune à tous les projets FIDA, à l'exception du PASAC, représente une activité réussie par les projets FIDA, cette activité génère avec peu d'investissement une amélioration rapide des capacités des populations ciblées. Elle est très appréciée et demandée dans les zones rurales. Il serait très utile d'analyser et capitaliser les leçons apprises de cette méthodologie pour des projets futurs.</p> <p>L'inclusion des femmes dans les activités du FIDA peut être considérée comme une force, et les objectifs des indicateurs d'inclusion des femmes dans les organes de direction des OB renforcés ont été largement dépassés.</p> <p>Les partenariats entre organisations de base, secteur privé et services publics, prévus dans l'ancien COSOP n'ont pas été réalisés. Ce type de partenariat se montre difficile à réaliser en Haïti, où le secteur privé agricole organisé est très réduit et concentré dans peu des familles qui sont en général peu intéressés à l'intégration des petits paysans dans des filières.</p> <p>Par ailleurs peu d'entreprises de services privés fonctionnent de manière autonomes (services d'intrants, de labourage, de commercialisation, ...).</p> <p>La grande part du commerce agricole est fait de façon informelle.</p>
--	--	--

<p>OS2. Améliorer l'accès des petits producteurs aux ressources en eau et aux services d'appui à la production dans la zone du programme-pays</p>	<p>Indicateur de résultat</p> <p>Augmentation de la disponibilité alimentaire de base de 20% au niveau des ménages ruraux pauvres dans les zones des projets</p> <p>Indicateur d'étape</p> <ol style="list-style-type: none"> 2 000 ha de petits périmètres irrigués (PI) sont réhabilités ou construits Des stratégies et procédures de gestion rationnelles de ressources ou d'infrastructures productives collectives sont adoptées par les groupements de producteurs 	<p>Indicateur de résultat</p> <p><u>PICV-II</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation des rendements des cultures (Arachide, haricot, manioc, igname, banane) Amélioration de la diète alimentaire (qualité nutritionnelle) Amélioration génétique des cheptels (caprins, bovin, porcin) Capacité de production de légume à grande échelle dans certaines communes Augmentation de la production caprine <p>Indicateur d'étape</p> <p><u>PICV-II :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1 481 ha de PI réhabilités <p><u>PASAC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 4 427 ha de PI réhabilités, dont 500 ha de nouveaux aménagements 14 km de correction de ravines et 1 312 ha de bassins versants traités <p><u>PAIP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 100 ha de PI construits Microprojets de gestion des ressources naturelles mis en œuvre pour une valeur de 114 millions HTG <p><u>PPI-II (sept 2012):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 171 ha de PI 100 construits, 71 ha réhabilités 260 ha de bassins versants aménagés 	<p>Le programme pays FIDA a dépassé ses objectifs de superficie de périmètres irrigués réhabilités fixés à 2 000 ha dans le COSOP (2009 2012). 6 179 ha ont été réhabilités ou aménagés au cours de cette période, soit un taux de réalisation de 308%.</p> <p>Par contre l'accompagnement dans la gestion des périmètres par les associations d'irrigants et la valorisation agricole des périmètres n'a pas été assez développé au cours du dernier COSOP.</p> <p>Les indicateurs des projets ne peuvent pas démontrer une augmentation de rendements de cultures ou une amélioration dans les stratégies de gestion de ressources en eau, comme initialement prévu par le COSOP.</p> <p>Il faudrait prévoir dans les projets futurs un accompagnement plus soutenu, plus institutionnalisé, de proximité et plus long pour appuyer les AI dans l'apprentissage et la maîtrise de la gestion des PI.</p> <p>Les travaux de protection et de gestion des bassins versants autour des périmètres n'ont pas été assez développés par les projets mis en œuvre au cours de la période du COSOP.</p> <p>Des stratégies et procédures de gestion rationnelles de ressources ou d'infrastructures productives n'ont finalement pas été clairement développées. La loi-cadre sur le transfert de la gestion des systèmes d'irrigation aux associations d'irrigants (AI), qui est indispensable pour clarifier le rôle des différents acteurs dans l'irrigation, dont le projet a été préparé avec l'appui du FIDA, n'a pas encore été adopté par le gouvernement. Le MARNDR a transmis la proposition de loi à la Primature pour la faire inscrire à la prochaine session parlementaire.</p>
<p>OS 3. Améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés dans la zone du programme-pays</p>	<p>Indicateur de résultat</p> <p>Augmentation de 20% de la part de produits mis en marché par les petits producteurs agricoles dans les zones des projets</p> <p>Indicateur d'étape</p> <p>Des filières prioritaires à appuyer dans le cadre du Programme sont identifiées et caractérisées</p>	<p>Indicateur de résultat</p> <p><u>PICV-II</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1 075 groupes de caution solidaire (GCS) créés 19 caisses rurales d'épargne et de prêt (CREP) créées <p><u>PAIP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 32 caisses rurales d'épargne et de prêt (CREP) créées 	<p>Mis à part la mise en place des quelques initiatives pilotes de warrantage et la construction de certains infrastructures de stockage et de commercialisation, l'ensemble des projets du FIDA n'ont pas mis en place d'activités significatives dans l'appui aux filières et l'accès aux marchés. Cela peut s'expliquer par le fait que la commercialisation des produits vivriers, principalement produits sur les petites exploitations, restent l'apanage de circuits informels et la difficulté d'intégrer la population cible du FIDA (les ruraux pauvres) dans des filières et des marchés autres que des marchés locaux ou informels.</p> <p>Une force du FIDA non reflétée dans les objectifs stratégiques du COSOP est sa méthodologie pour la micro-finance rurale à travers la création et le développement d'un réseau de caisses rurales d'épargne et de crédit, dans le cadre du PAIP, du PICV-II et du PPI-II. Cette activité commune aux projets est gérée par une seule unité de gestion au sein du PAIP/FAES. Cette méthodologie doit être capitalisée et partagée avec d'autres acteurs travaillant dans la micro-finance rurale.</p>
<p>C. IFAD Performance:</p>		<p>En dépit d'un suivi rapproché par le bureau pays, les résultats sont mitigés, les projets mis en œuvre sous la responsabilité du MARNDR montrent une performance moindre que ceux mis en œuvre par le FAES.</p> <p>L'équipe du bureau pays a été temporairement</p>	<p>Un manque dans l'orientation stratégique et le contrôle de conformité et qualité par les unités de coordination de projets des opérations menées par des opérateurs et des prestataires sur le terrain.</p> <p>L'approche faire-faire adopté par le FIDA</p>

		<p>renforcée en 2010 afin de répondre à l'urgence post- séisme, faute de ressources financières, l'équipe a été nouveau réduite à une personne en 2011.</p> <p>Le bureau pays a permis la participation du FIDA dans les diverses réunions des principaux partenaires techniques et financiers et au sein de la Table sectorielle agricole. Le FIDA est reconnu comme un partenaire clé du GdH, en ce qui concerne le développement rural. L'installation du CPM dans le pays en mars 2013 sera une étape supplémentaire dans le processus de renforcement de la présence du FIDA en Haïti.</p> <p>Le FIDA a travaillé efficacement avec l'IICA et deux partenaires nationaux pour la conception et la mise en œuvre d'un programme post-séisme. D'autres collaborations avec le PAM et l'Agro-action allemande ont également été très efficaces. Dans l'ensemble le FIDA cherche toujours des partenaires d'exécution efficaces et efficaces pour la mise en œuvre des activités, mais il reste très difficile de trouver des partenaires d'exécution de qualité dans les zones rurales.</p> <p>Tous les projets financés par le FIDA présentent des innovations : réseau d'institutions communautaires de services financiers, la micro-irrigation. En outre, lors de la revue à mi-parcours du PPI-II et de la conception du dernier projet, le gouvernement et le FIDA ont cherché à identifier des innovations respectivement dans l'appui-conseil agricole et la mise en valeur des terres aménagées et la mise en œuvre de projet.</p> <p>En dépit de certains efforts, peu d'échanges et de partages d'expériences n'existent entre les différents projets du FIDA. Il y a risque à «réinventer la roue» au lieu de s'appuyer sur les expériences et le savoir-faire d'autres projets ou partenaires.</p>	<p>constitue une approche appropriée si elle est accompagnée par un fort leadership technique de la part des équipes du projet et un accompagnement et pilotage appropriés par le gouvernement et le FIDA</p> <p>L'appui technique du FIDA pour la mise en place de mesures convenues lors de missions de supervision reste faible.</p> <p>La gestion des connaissances au sein et entre les projets du FIDA est très faible. Cet aspect était d'autant plus important que beaucoup d'approches (planification locale, renforcement d'OB) et outils (microprojets, micro-finance) étaient les mêmes pour tous les projets de développement exécutés. Le fait de vouloir "réinventer la roue" pour certaines méthodologies a conduit à des retards et de faibles performances sur le résultats attendus et des gaspillages de ressources.</p> <p>Les missions de supervision et de revue à mi-parcours du projet PPI-II ont clairement identifié les goulots d'étranglement et ont fait de nombreuses recommandations pour y remédier. Un des facteurs clés pour la relance de ce projet reste la capacité du MARNDR, appuyé par le FIDA, à mettre en place les ressources humaines et l'organisation compétente au niveau de l'équipe de projet. Un support continu et des formations professionnelles ciblées sont certes nécessaires pour appuyer les projets dans certains domaines (suivi-évaluation, passation de marchés, ...)</p> <p>Le FIDA devrait aussi identifier des synergies et complémentarités avec des autres bailleurs sur des thématiques d'intérêt commun, tel la BID qui joue un rôle important dans le développement agricole particulièrement dans l'aménagement des bassins versants. Les liens avec l'USAID – mise en liaison de petits producteurs avec le marchés - doivent également être renforcés. Des partenariats avec WFP et FAO devraient également être explorés dans le domaine des travaux de conservation des sols, les achats locaux, l'accès aux semences.</p> <p>Plus d'opportunités pour le partage des connaissances entre les différents projets devraient être facilités par le bureau pays sur la base des résultats des projets. Cela permettrait également un dialogue continu avec le gouvernement et les autres intervenants, en particulier lorsque le Chargé de programme du FIDA résidera dans le pays.</p> <p>Le prochain Programme-pays devrait particulièrement prêter attention à "la manière de faire" plus qu'à "quoi faire". Cela exige une analyse du contexte institutionnel et des compétences des différents partenaires. La gestion des risques doit également être un aspect très important à prendre en compte dans l'environnement haïtien.</p>
--	--	---	---

Réserve indicative de projets au cours de la période du COSOP

Projet 1: Projet de valorisation et de commercialisation pour un meilleur accès au marché

Financement indicatif du FIDA : (premier cycle du SAPF du Programme-pays)

Démarrage : Janvier 2015

Ministère de tutelle : ministère de l'Économie et des Finances

Contexte

1. L'agriculture haïtienne joue un rôle important dans la formation du PIB et la diversité des milieux écologiques existants permet une production diversifiée.
2. Mais la productivité agricole est limitée en raison de nombreux obstacles. Les agriculteurs bénéficient peu ou pas de transferts de technologies et subissent la faiblesse des services de vulgarisation, les difficultés d'accès aux semences et autres intrants de qualité. Les pertes post-récolte sont importantes compte tenu des difficultés d'accès aux marchés, liées à des infrastructures routières en très mauvais état ou inexistantes, ainsi qu'au manque de possibilités de transformation ou de stockage. Pour les cultures non périssables telles que le café et le cacao, les pertes sont également importantes dans les zones de production à cause de la mauvaise qualité du séchage, du stockage et du transport. Pour ces produits, l'accès aux marchés urbains est pénalisé en raison d'infrastructures routières limitées. En conséquence ces produits se retrouvent en concurrence avec les importations.
3. Les populations rurales souffrent également d'un accès très limité au crédit, qui permettrait de développer leurs outils de production, et de la faiblesse des organisations paysannes, qui rend plus difficile l'articulation de leurs besoins.
4. Il existe une forte demande de produits agricoles satisfaits actuellement par des importations. Parmi les produits les plus porteurs, on peut citer le riz, la banane, le pois d'Angole, les légumes, les tubercules, les produits laitiers, les poulets indigènes.
5. Haïti présente un des plus forts pourcentages de femmes actives dans le monde. Près de 40 % des femmes sont chefs de familles et s'adonnent à l'agriculture. Les femmes ont un rôle particulièrement important dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Il faut mentionner le lien primordial des "Madan Sara" entre les producteurs ruraux et les consommateurs urbains.

Aire d'intervention et groupe cible

6. Ce projet interviendra sur l'ensemble de la zone géographique touchée par le Programme-pays, à savoir, les départements du Nord-Est, Nord-Ouest, Centre et des Nippes. Ce projet, en visant la promotion des activités économiques en zone rurale, complétera les activités des autres projets en cours qui sont centrés sur la promotion de la petite irrigation et sur l'augmentation de la production agricole, les projets PPI-2 et PPI-3.
7. Les populations ciblées sont les populations les plus démunies, c'est-à-dire, les ruraux pauvres et sans terres, les femmes et surtout les femmes chefs d'exploitation et les jeunes ruraux déscolarisés. Des exploitations rurales fortement décapitalisées mais aussi des micro-entreprises rurales ayant dû arrêter leurs activités par manque d'instruments de gestion efficaces ou de ressources financières pourraient faire partie des groupes cibles du projet.

Justification

8. De nombreuses femmes et jeunes vivant en milieu rural sont pauvres, sans emplois fixes et bénéficient de faibles revenus issus de la vente de leur production agricole. La

valorisation de la production agricole avec un meilleur conditionnement du stockage permettrait d'augmenter les revenus, inciterait davantage les jeunes ruraux et les femmes productrices à s'investir et à travailler dans ce secteur.

10. Il existe un marché pour les productions locales dont les fruits, en améliorant le stockage, et en limitant les pertes. La forte dépendance aux importations (60%), incite ainsi à développer la production locale en vue d'une intégration au marché.

11. Une faiblesse fondamentale des derniers projets soutenus par le FIDA a été les défaillances des systèmes de suivi/évaluation pour mesurer les résultats et les effets des projets et capter les bonnes expériences et les acquis. Dans le cadre de ce projet, il s'agira de renforcer les ressources humaines du Ministère, avec un accent particulier sur la formation du personnel responsable du suivi/évaluation des projets ; et également de permettre au MARNDR d'avoir un rôle central au niveau de la programmation des activités et du suivi des projets.

Objectif du Programme

12. Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers l'augmentation des revenus des populations rurales dont les jeunes et les femmes.

13. Cet objectif sera atteint à travers : (a) un accès au marché et à des services financiers adaptés par des liens avec le secteur privé et le renforcement des organisations de base – principalement femmes et jeunes ruraux – en gestion et marketing, (b) un renforcement institutionnel et technique du ministère de l'Agriculture

Appropriation, harmonisation et alignement

14. Le Projet proposé est conforme et répond bien aux objectifs de la stratégie du Gouvernement en matière de réduction de la pauvreté. Il s'inscrit parfaitement dans le premier pilier de croissance proposé dans le DSNCRP et dans les cinq axes d'intervention de la Politique de développement agricole (PDA). Il contribue aux objectifs stratégiques du Programme national d'investissement agricole (PNIA), en particulier pour ce qui concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire, la réduction de la vulnérabilité des populations et l'accroissement des revenus des exploitants en milieu rural. Le Projet compte capitaliser les expériences des anciens projets et étendre les acquis à un nombre de ménages plus large dans toute la zone du Programme-pays.

15. Ce projet compte également travailler en partenariat avec les projets et programmes des autres bailleurs de fonds. Des efforts seront déployés pour la recherche de complémentarité et de synergie d'autres bailleurs de fonds et institutions internationales, en ce qui concerne la thématique « accès au marché » (USAID avec le projet Field The Future, BID avec le projet DEFI, PAM avec les Cantines scolaires) ; le renforcement institutionnel du ministère de l'Agriculture (BID et Banque mondiale) mais également les investissements en milieu rural (BID, Banque caribéenne de développement).

Composantes et activités

16. Ce projet comprendra deux composantes :

(a) augmentation des revenus

i. **valorisation de la production agricole** : les activités développées seront (i) assurer des investissements au niveau des zones de production (stockage, transformation des productions, (ii) assurer un standard de qualité des productions commercialisées) ;

ii. **accès au marché** : (i) créer des liens entre les producteurs organisés, les marchés et les entreprises de l'agro-alimentaire, (ii) assurer un appui aux financements de la production (fonds de roulement) ;

iii. **renforcement des compétences** : (i) renforcer les compétences des organisations de base en consolidant l'esprit d'entrepreneuriat et de gestion des femmes et des jeunes principalement ;

(b) **renforcement des capacités du ministère de l'Agriculture** au niveau central et local. Les activités suivantes seront développées : (i) fournir un appui en formation aux cadres du Ministère dans le cadre d'un programme pluri-annuel, (ii) appuyer la cellule de Suivi/Évaluation du Ministère dans la construction d'outils de suivi et d'évaluation des projets et dans la réalisation de ce suivi, (iii) renforcer la capacité du Ministère au niveau de la programmation et la définition de projets.

Coût et financement

17. Le coût de ce projet de 5 ans est estimé à 27 millions de dollars américains incluant une allocation SAPF (PBAS) d'environ 19,5 millions de dollars américains, un cofinancement de 5,5 millions de dollars américains et des fonds de contrepartie estimés à 2 millions de dollars américains.

Calendrier

- **Mission d'identification** : juillet 2013 ;
 - **Mission de formulation** : novembre 2013 ;
 - **Conseil d'administration** : septembre 2014.
-

Projet 2 : Agriculture adaptée au changements climatiques

Le contexte stratégique, partenariat

1. Les contraintes au développement agricole sont anciennes ; d'autres plus récentes sont liées à la libéralisation et augmentent avec les changements climatiques. La production est organisée autour de nombreuses petites exploitations familiales avec peu de grandes exploitations. Les petites exploitations ont de petites superficies, peu d'accès aux nouvelles technologies et sont peu intégrées au marché. En conséquence, la pauvreté continue d'augmenter.

2. Les autres facteurs créant des difficultés dans le secteur rural sont les nombreux désastres naturels. Ces derniers occasionnent des dégâts sur les cultures et autres ressources naturelles, et ont un impact sur l'économie rurale, en détruisant les infrastructures et réduisant les opportunités d'emplois en milieu rural. Les femmes rurales sont encore plus vulnérables, constituant une force de travail non qualifiée, tout en ayant meilleure habileté que les hommes. Par exemple, lors de situations post-désastres affectant régulièrement le pays, les hommes obtiennent plus facilement des emplois dans la construction que les femmes.

3. Haïti est fortement vulnérable aux changements climatiques. La plupart des scénarios prévoient une augmentation du niveau de la mer, de fréquentes sécheresses et inondations, la destruction des productions situées dans les plaines en bord de mer. Toutes ces situations ont des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire, les prix et, par conséquent, sur la malnutrition affectant en tout premier lieu les petits producteurs ruraux.

4. L'agriculture est une priorité du gouvernement haïtien. Les interventions du gouvernement dans le secteur sont limitées par de faibles ressources, souvent trop petites pour développer le secteur, et réellement aborder les contraintes. Néanmoins l'agriculture est un des quatre piliers du gouvernement visant à réduire la pauvreté.

5. L'atteinte des objectifs de ce programme sera obtenue par une diversification de l'agriculture, une valorisation de la production et la création de revenus à travers une ouverture vers les filières d'agrotransformation et le développement d'une gamme de produits.

Aire d'intervention et groupe cible

6. Le programme sera mis en oeuvre dans les zones rurales du Nord-Est, Nord-Ouest, Plateau central et Nippes. Les bénéficiaires seront les petits agriculteurs.

Justification

7. **La pauvreté** : la pauvreté en Haïti est un phénomène rural, avec une plus forte proportion de pauvres en milieu rural (77%). Un large pourcentage de pauvres ruraux est engagé dans de petites activités agricoles ou employés du secteur. Cette population a de faibles revenus et un accès limité aux services de santé, d'éducation et aux infrastructures routières. De nombreux fermiers travaillent de petites parcelles et font face à l'absence de titres fonciers, à une distribution inéquitable des terres, à un accès limité au crédit.

8. **Le chômage** en milieu rural est important, particulièrement chez les jeunes, ce qui augmente le niveau de délinquance. Les activités agricoles sont réalisées par des personnes de plus de 50 ans. La jeunesse préfère habiter les zones urbaines, ou immigrer, plutôt que de s'engager dans l'agriculture. L'utilisation de nouvelles technologies pourrait servir à attirer les jeunes dans le secteur et donner l'image d'une agriculture viable et rentable. L'agriculture et l'industrie du tourisme et de l'agrotransformation doivent permettre de réduire le chômage des jeunes et la délinquance.

9. **Opportunités** : il existe un marché pour les productions locales dont les fruits, en améliorant le stockage, et en limitant les pertes. Diverse études ont démontré le potentiel souvent inexploité et sous-développé de la filière fruits. La forte dépendance aux importations (60 %) incite à développer la production locale en vue d'une intégration au marché. Ce type d'intervention permettra de lutter contre la pauvreté rurale.

Objectifs du programme

10. Le but de ce programme est de contribuer aux efforts du gouvernement visant à réduire la pauvreté et augmenter les revenus des petits exploitants ruraux vulnérables aux changements climatiques, en développant leur adaptation aux changements climatiques et en augmentant leur production, productivité et revenus.

L'objectif du projet est de développer une petite agriculture rentable

11. Cet objectif sera atteint à travers : (a) un appui aux petites exploitations en vue d'adopter des productions agricoles, des pratiques et technologies adaptées aux effets des changements climatiques; (b) un lien des productions de ces exploitations au marché tout en supportant des partenariats privés-publics avec le développement de la transformation, des exportations et échanges, et (c) l'appui des organisations de base à développer des compétences d'entreprise et de gestion, tout en employant des jeunes ruraux.

Appropriation, harmonisation et alignement

12. Le programme s'aligne avec les stratégies définies dans le DSNCRP et les différents documents stratégiques du gouvernement (PDA, PNIA PNSAN). La finalité du programme est en lien avec la stratégie nationale dont le premier pilier est le développement de la production ainsi que les axes d'intervention développés par le document de politique agricole.

13. Un meilleur accès au marché et l'insertion des productions dans des filières devrait augmenter la productivité. Cela devrait également permettre la construction d'une agriculture durable et pourvoyeuse d'emplois.

14. Les synergies seront recherchées avec les autres bailleurs de fonds, de nombreux bailleurs ayant montré leur intérêt à développer un partenariat avec le FIDA dans ce projet, dont la Banque caribéenne de Développement et l'Agence française de Développement.

Composantes et activités

15. Ce projet comprendra trois composantes visant à augmenter les revenus des populations rurales:

(a) **promotion d'une agriculture adaptée aux changements climatiques** : adopter des technologies et pratiques culturelles appropriées qui permettent d'augmenter la productivité. Ces activités sont: (i) supporter la mise en place d'infrastructures agricoles de base adaptées aux changements climatiques, (ii) promouvoir une assistance technique aux organisations de base et institutions en charge pour développer des actions résilientes.

(b) **Accès au marché** : créer des liens entre les petits producteurs, marché et filières. Ces activités sont : (i) promouvoir un support technique et financier aux initiatives qui relient les productions de petite échelle aux marchés et secteurs de l'agrotransformation (ii) renforcer les compétences des organisations de base en renforçant l'esprit d'entrepreneuriat et de gestion des jeunes.

(c) **Gestion de projet et coordination** : ce programme sera mis en oeuvre par le ministère de l'Agriculture.

Coûts et financement

16. Le coût du programme sur six ans est estimé à 42 millions de dollars dont une allocation PBAS de 20 millions de dollars (15 millions USD de cofinancement) et une contrepartie estimée à 2 millions. Il est attendu que ce programme soit complété par un montant de 5 millions du programme *Adaptation for Smallholder Agriculture Programme* (ASAP).

Calendrier

- **Mission de formulation** : octobre 2015;
- **première mission** : février 2016;
- **EB** : décembre 2013.

Dossier clé 1: Pauvreté rurale et secteur agricole et rural

Secteur prioritaire		Groupe concerné	Problèmes et enjeux	Actions requises
1 – ACCES AUX FACTEURS DE PRODUCTION	1.a. Accès et sécurisation de la ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> Petits producteurs sur bassins versants Petits producteurs et maraîchers des plaines et zones périurbaines 	<ul style="list-style-type: none"> La non maîtrise et le gaspillage des ressources en eau entraîne une variabilité forte des rendements et met en danger la viabilité des activités agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Protection des bassins versants proches des aménagements hydro-agricoles Appui à l'aménagement de micro-ravines, de micro retenues dans des exploitations individuelles Appui à l'utilisation d'équipements de micro-irrigation Mise au point et actualisation de référentiels technico-économiques et assistance technique
	1.b. Accès au foncier	<ul style="list-style-type: none"> Petits exploitants en faire valoir indirect sur petits périmètres irrigués ou autres zones aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> L'insécurité foncière renforce la vulnérabilité des exploitants et constitue un frein aux investissements 	<ul style="list-style-type: none"> Etudes foncières détaillées sur périmètres réhabilités ou à réhabiliter Formation par les échanges sur des approches innovantes de gestion de la question foncière Activités pilotes d'attribution des titres de propriétés basées sur les nouvelles dispositions que le CIAT est en train d'élaborer. Opérations systématiques d'appui à l'identification et la sécurisation foncière basées sur le droit coutumier local. Ceci consiste à repérer les parcelles, identifier les propriétaires et les détenteurs de droits, répertorier et vérifier les titres existants. Renforcement des professionnels du foncier (arpenteurs, notaires) et des institutions en charge du secteur (DGI, ONACA ...)
	1.c. Accès au capital naturel: Préservation du couvert végétal et du sol	<ul style="list-style-type: none"> Petits producteurs sur bassins versants 	<ul style="list-style-type: none"> La priorité donnée aux cultures annuelles sarclées sur pente contribue à augmenter l'érosion, se traduisant par des pertes de sol, une diminution de la fertilité des sols et des risques accrus en aval 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à la disposition des agriculteurs d'un matériel génétique performant et adapté Incitations économiques (subventions) au greffage : sélection puis reproduction du matériel retenu Incitations à la plantation d'arbres de protection et générateurs de revenus comme le développement de petits bosquets énergétiques (pour le charbon) et la production de fourrage (alimentation du bétail) Subventions aux aménagements de ravines, à la mise en place de lots boisés (subvention à l'aménagement du territoire)
	1.d. Accès au capital productif: production de valeur ajoutée locale	<ul style="list-style-type: none"> Femmes productrices Pluriactifs ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> L'absence de moyens de transformer sur place des produits périssables se traduit par des pertes importantes et une fuite de valeur ajoutée vers la ville Dans le cas d'existence d'ateliers de transformation, problèmes de qualité, et difficulté à commercialiser les produits finis. 	<ul style="list-style-type: none"> Incitations économiques (subventions) à l'établissement d'ateliers artisanaux de transformation des produits agricoles Assistance technique pour la maîtrise du processus de transformation, focus sur la qualité des produits transformés Appui et formation en gestion d'entreprise Appui à la mise en marché des produits
	1.e. Accès au capital financier: crédit rural	<ul style="list-style-type: none"> Petits et moyens producteurs ruraux Femmes productrices 	<ul style="list-style-type: none"> Les études révèlent un déficit de financement au niveau du monde rural haïtien, de même qu'une carence en structures d'épargne 	<ul style="list-style-type: none"> Appuis (technique, financier) aux systèmes financiers décentralisés existants, en privilégiant l'appui aux banques communautaires Appuis à la réforme du cadre légal pour faciliter le développement des systèmes financiers décentralisés

Secteur prioritaire		Groupe concerné	Problèmes et enjeux	Actions requises
2 – RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS RURALES ET AGRICOLES	2.a. Structuration des associations d'irrigants et d'usagers de bassins versants	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants agricoles sur périmètres irrigués • Usagers des bassins versants 	<ul style="list-style-type: none"> • Les associations d'irrigants restent insuffisamment structurées et fonctionnelles pour percevoir des redevances, organiser l'entretien régulier des réseaux et assurer la gestion sociale efficace de l'eau • L'utilisation minière des ressources des bassins versants, conduit à la dégradation accélérée de ces terres et des risques environnementaux de plus en plus graves • Les mesures antiérosives pratiquées ont une efficacité très limitée, par manque de connaissances techniques et de moyens. Les opérateurs doivent maintenant privilégier une approche « aménagiste et productive » capable de motiver les agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et accompagnement plus soutenus et de proximité des associations d'irrigants et des usagers. • Elaboration et application de plan de gestion des bassins versants, • Organisation de visites d'échanges entre associations d'irrigants ou d'usagers de bassins versants, • Accompagnement de fédérations d'associations d'irrigants, • Mise en place de programmes cohérents de régénération des bassins versants en utilisant l'approche protection-production décrit dans le document principal. • Mise en place d'un programme de formations spécialisées des cadres des BAC
	2.b. Structuration des producteurs et intégration dans des filières porteuses pour accéder à des marchés rémunérateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Petits producteurs agricoles • Femmes productrices et commerçantes • Commerçants, transformateurs, exportateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Les rapports sociaux en milieu rural sont très inégalitaires, se manifestant dans l'échange de produits à des prix peu équitables entre vendeurs (paysans) et acheteurs (commerçants, transformateurs) • Le faible niveau d'organisation des producteurs ne permet pas de garantir des approvisionnements réguliers et de qualité en produits agricoles • Les faiblesses récurrentes au niveau de la gestion des structures organisées les empêchent de fournir des services de qualité et structurants à leurs membres 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'information économique, aux opportunités de marchés et aux services financiers • Appui à l'établissement d'alliances productives et de contrats entre acteurs de filières toujours dans la logique de l'approche protection-production. • Insertion des productions dans des programmes d'achats locaux (cantines scolaires) • Appui à la professionnalisation des organisations économiques des producteurs, transformateurs, et commerçants • Développement de services de micro-finance de proximité • Appui au stockage adossé à des crédits (warrantage) • Investissements pour améliorer la qualité et la quantité des produits stockés et/ou transformés • Création de liens entre producteurs et consommateurs (filieres courtes)
	2.c. Développement de l'offre de services en milieu rural	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes qualifiés au chômage en milieu rural (offreurs potentiels de services en milieu rural) • Organisation de producteurs (mutualisation de services) • Petits et moyens producteurs ruraux (demandeurs de services) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ruraux ont difficilement accès à des services de base tels que conseil technique, intrants, information, facilités de communication, ... • La population rurale jeune ne trouve pas comment utiliser sa force de travail et refuse de plus en plus les activités agricoles considérées comme insuffisamment rémunérées par rapport à sa dureté • Le système éducatif haïtien produit chaque année des agronomes et techniciens agricoles dont la plupart sont au chômage, alors qu'ils ont la capacité d'offrir des services aux ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'études de marché sur les besoins en services marchands en milieu rural • Mise sur pied d'un programme d'emploi de jeunes agro-professionnels par les organisations professionnelles agricoles et rurales • Subventions aux organisations pour l'embauche des professionnels • Formation / recyclage des professionnels embauchés • Suivi et accompagnement des professionnels embauchés

Dossier clé 2: Matrice des organisations (analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)

Organisation	Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques / Menaces
MARNDR	<ul style="list-style-type: none"> – Une présence sur le terrain (infrastructure et personnel) – Capacité pour mettre en place certains programmes d'urgence après des dégâts dus aux catastrophes – Des dynamiques pour renforcer les centres de recherche et les Écoles moyennes d'agricultures / FAMV/ centres de recherche – Capacité à susciter l'appui des coopérations internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> – Un besoin de redéfinir à fond le financement du MARNDR – Organisation non adaptée aux missions – Orientation non adaptée aux défis – Personnel: profils et effectifs inadéquats. Fuite de cerveaux, démobilisation – Difficultés pour s'adapter / rigidités – Déficit de leadership stratégique (coordination, motivation) – Capacité de programmation, mise en œuvre et de suivi des projets – Peu d'articulation avec d'autres ministères – Faible capacité d'absorption des financements au niveau des différents projets – Faible capacité à mettre en place des instruments de soutien à moyen et long terme de la productivité agricole, – Faible implication des acteurs tant en qualité qu'en quantité dans les activités sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> – Existence d'un cadre stratégique sectoriel validé avec les PTF (PDA, PNIA, PNSA, Plan de relance agricole) – Existence d'un espace d'échange, informations entre les PTF présents en Haïti: Groupe sectoriel agricole – Marchés porteurs <ul style="list-style-type: none"> o pour certaines filières à l'exportation: cacao, mangue, café, avocat (République dominicaine, produits d'élevage, CARICOM, prix produits agricoles en hausse / niches organiques) o marché locaux: produits vivriers, maraîchers, halieutiques et d'élevage – Volonté de décentralisation et de déconcentration des services – Regain d'intérêt des PTF pour le secteur agricole – Potentiel agricole malgré des ressources naturelles très dégradées – Processus de réforme institutionnelle du MARNDR en cours (BID/BM) 	<ul style="list-style-type: none"> – Politique de décentralisation et déconcentration insuffisante – Déficit du MARNDR de mise en lien des politiques et des projets; mise en œuvre, harmonisation et coordination – Faiblesse des capacités de coordination, de gestion et délivrer des résultats au niveau des Projets sous tutelle MARNDR. – Rigidité budgétaire qui restreint les marges de manœuvre, les contreparties – Cercle vicieux au niveau administratif et technique : ressources budgétaires limitées, rigidité budgétaire, décaissements lents, absence de recrutements additionnels, absence de dynamisme – Partenariats entre OB, secteur privé et secteur public très peu développés et donc difficiles à initier en Haïti.
FIDA en Haïti	<ul style="list-style-type: none"> – Réflexion stratégique concertée – Financements sur le long terme et constants – FIDA a su construire et fidéliser un réseau d'expertise en matière de petite irrigation – Levier pour mobilisation de fonds – Présence en 2013 du CPM en Haïti. – Lien institutionnel direct avec centre de décision (CPM) 	<ul style="list-style-type: none"> – Approche faire-faire appropriée, à condition qu'elle soit accompagnée par un fort leadership stratégique et technique des UGP et un pilotage approprié par le gouvernement et le FIDA. – Lenteur au niveau des décaissements – Gestion des connaissances et communication inadéquates – Bureau pays, sans grand moyen pour faire des suivis évaluation réguliers et réaliser les activités fiduciaires. – Faiblesse de prise en compte des 	<ul style="list-style-type: none"> – Renforcement de la présence du FIDA en Haïti – Possibilité de redéfinir les modalités de mise en œuvre des projets selon les types de projets ou le contexte: approche projet, appui budgétaire, développement d'autres partenariats... 	<ul style="list-style-type: none"> – Culture d'échanges et de partages d'expériences entre les différents projets du FIDA peu existante, ce qui conduit à des pertes d'efficacité et d'efficience dans les interventions. – Difficulté d'intégrer la population cible du FIDA (les ruraux pauvres) dans des filières et des marchés organisés.

Organisation	Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques / Menaces
		recommandations lors des RMP ou missions d'évaluation		
MDE	L'année 2013 est déclarée année de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté à mettre en place une politique cohérente et suivi - Peu de stabilité au niveau de la gouvernance du secteur 	Il sera nécessaire de veiller si dans les départements d'intervention du FIDA le MDE met en place des actions de reboisement afin de créer des synergies.	Risque de non coordination des actions entre tous les Ministères sur un territoire.
MEF	<p>Possède des cadres formés de qualité qui ont formulé et mis en œuvre des politiques économiques cohérentes avec les standards internationaux d'alors, alors qu'ils étaient soumis à des fortes contraintes internes et externes.</p> <p>Fort intérêt et investissement au niveau de la réforme de l'Etat.</p>		Le principal défi auquel devra répondre le MEF sera de contribuer, avec les ministères sectoriels, à la formulation de nouveaux critères pour la répartition des ressources publiques de fonctionnement et d'investissement, en fonction des priorités indiquées dans le DSNCRP et les performances de chaque ministère (result based budgeting). Par ce biais, le MEF jouera probablement un rôle indirect mais clé dans la redynamisation du MARNDR.	Peu de stabilité au niveau de la présence des dirigeants.
FAES	<p>Le FAES est un instrument appelé à durer et qui complète de manière adéquate la panoplie des instruments de politique dont doit disposer le gouvernement. Le FAES possède un personnel professionnel, créatif et motivé et une grande capacité à concevoir des procédures et les faire respecter. Ainsi, le FAES a respecté les principes d'une participation des acteurs concernés. Il a su appuyer des projets innovants ainsi que des projets de micro-finance dans les zones traditionnellement dépourvues d'IMF.</p> <p>Mise en place de 6 bureaux régionaux (Nord-est, Nord-ouest, Sud-est, Plateau central, Sud, Ouest)</p> <p>Une certaine décentralisation au niveau de la gestion financière</p> <p>Un seul manuel des opérations, qui peut être adapté en fonction des bailleurs de fonds (addendum)</p>	<p>Les principales faiblesses du FAES, concernant la gestion du PAIP sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une expertise encore en faveur du secteur des investissements sociaux plutôt que productifs; - une organisation centralisée et surchargée; - des difficultés à identifier et établir des liens avec les organisations intermédiaires existantes ou en cours de consolidation; - des difficultés à simplifier les procédures et les objets des contrats et de modifier les critères d'éligibilité, afin de mieux comprendre, s'adapter et mieux incorporer l'offre de services latente ou manifeste pour le milieu rural. 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui de plusieurs bailleurs, budget 2012 -2013: 200 Millions USD - Nombre de projets gérés: 22 - Ouverture vers une collaboration avec la diaspora haïtienne - Devient de plus en plus un bras technique pour certains ministères; par exemple construit les écoles pour le Ministère de l'éducation nationale - De nouvelles expertises développées par le FAES ces dernières années: développement local, outils d'animation participatives, gestion de micro projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de collaboration réellement acquise et constructive avec le MARNDR - Peu de partage d'expériences avec le MARNDR - Des risques de changement de stratégie au cours des prochains mois, avec une emphase plus sur des projets sociaux au dépend de projets économiques.
CIAT	Créé par arrêté du Premier ministre en date du 30 janvier 2009, le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), a pour mission de définir la politique du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire, de protection et de gestion des bassins versants, de	Le CIAT ne manque pas d'atout en général et particulièrement pour la mise en œuvre du projet en phase de conceptualisation. On peut en citer : Habitue à négocier avec d'importants Bailleurs de fonds et Agences de coopération internationale;	Elabore actuellement un projet de réforme foncière : qui porte sur les points suivants: (i) clarifier et recadrer le rôle des notaires et des arpenteurs; (ii) l'Office national du cadastre (ONACA)	<p>Pas de Manuel de procédures administratives et financières;</p> <p>L'Unité de Gestion administrative et financière est limitée en personnel et risque</p>

Organisation	Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques / Menaces
	gestion de l'eau, de l'assainissement, de l'urbanisme et de l'équipement. Cette institution se veut une réponse à un constat d'un besoin urgent d'actions cohérentes et coordonnées en matière d'aménagement du territoire.	Équipes hautement qualifiées; Capacités confirmées dans la gestion de fonds; Réseau de relations pertinentes et bien étoffées; Intérêt suscité à l'heure actuelle par les thématiques qui gravitent autour de l'aménagement du territoire suite au séisme du 12 janvier 2010 pouvant engendrer un courant de sympathie vers le CIAT et pour ses actions; Un contexte politique favorable à l'investissement et à la propriété privée.	assurera le contrôle de qualité du travail des arpenteurs et se chargerait de la réalisation des cartes du Plan foncier de base et de leur mise à jour, l'Institut national de la réforme agraire (INARA) se recentrerait alors sur la structuration et la transmission des exploitations agricoles; (iii) la Direction générale des impôts (DGI) assurerait la transcription des actes et l'enregistrement rapide des transactions; (iv) l'appareil judiciaire serait également concerné par la réforme, les tribunaux de paix devant prendre en charge les conflits fonciers dans leur dimension à la fois pétitoire et possessoire et les tribunaux civils se prononçant en appel sur les questions jugées au niveau des tribunaux de paix.	de ne pas être, dans l'état actuel des choses, en mesure de respecter les normes et procédures financières en vigueur au sein de la BID; Absence d'engagement du Gouvernement haïtien dans les coûts de fonctionnement et d'investissement du CIAT pour lui permettre d'assurer la mission qui lui est confiée; Possibles contradictions entre les visions des différents partenaires financiers du CIAT quant au traitement de la question foncière pouvant entraîner un tiraillement dans ses approches ou des contradictions internes. Difficultés chroniques en Haïti à faire fonctionner des structures impliquant différents ministères.
IICA	Une proximité auprès des populations rurales haïtiennes, une présence dans de nombreux départements. Définition d'un programme de coopération technique (2011-2014) Des thématiques en lien avec les axes stratégiques du gouvernement Une capacité à mettre en œuvre des projets rapidement (cas du PASAC), réussite de la mise en œuvre de ce projet Un personnel professionnel avec une bonne capacité d'implémentation de projets Des partages d'expérience avec les pays voisins: champs écoles.	<ul style="list-style-type: none"> – Trop souvent en remplacement du MARNDR plutôt qu'en renforcement – Manque de coordination sur certains terrains 	<ul style="list-style-type: none"> – Appui de plusieurs bailleurs: UE, ACDI, Banque mondiale. – Une présence sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> – Des tensions avec certaines directions du MARNDR
Autorités territoriales	Proximité des populations rurales	<ul style="list-style-type: none"> – Manque de ressources physiques et financières. 	<ul style="list-style-type: none"> – Loi décentralisation. 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible disponibilité budgétaire centrale. – Conflits lors des élections avec

Organisation	Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques / Menaces
locales		<ul style="list-style-type: none"> – Peu de services techniques. – Faible inclusion dans la prise de décision des interventions. – Peu de continuité en cas de changement des élus 	<ul style="list-style-type: none"> – Elections prévues en 2013. 	<p>possibilités d'accaparement des projets par des élus ou des candidats.</p>
Organisations paysannes	<ul style="list-style-type: none"> – Nombreuses organisations, capables de s'adapter aux crises et l'interruption des appuis. – Des organisations faitières (niveau de filière) tendant vers la professionnalisation: rendent des services appréciables: information de marché, information sur les normes, un appui technique et organisationnel, création de liens commerciaux intra-filière, tissage de liens entre producteurs petits et moyens avec des grands opérateurs (agroindustriels, export). – Présence de mouvements paysans dans certaines régions du pays. – Les organisations de producteurs locales, très nombreuses, intègrent plus largement des petits producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> – Le niveau d'adhésion à des organisations de producteurs est bas – Les organisations sont dispersées. – Forte atomisation dans les communes et sections rurales. – Le niveau de services rendus par les organisations est souvent faible, elles poursuivent des mélanges d'objectifs sociaux, politiques et de production et leur degré d'autonomie est souvent inexistant. 	<ul style="list-style-type: none"> – Une volonté des mouvements paysans de se structurer en Plate forme nationale. – Une professionnalisation de certaines organisations de producteurs (autour des filières). 	<ul style="list-style-type: none"> – Défiance envers les expériences antérieures d'organisation, vécues comme des échecs; répression politique; absence de stimuli de la part du gouvernement ou paternalisme gouvernemental, parfois prolongé par les modes de travail des organisations intermédiaires; résistance forte de la part des acteurs économiques qui ont tout à perdre d'une meilleure organisation des producteurs; exclusion ressentie pour l'entrée dans certaines organisations. – Le manque de liens entre producteurs affaiblit l'ensemble. – Naissance d'organisations opportunistes en fonction des projets existants ou à venir.
Organisations intermédiaire s (bureaux d'étude, ONG, centres de formation, instituts)	<ul style="list-style-type: none"> – Elles avaient foisonné à partir de 1987 (suite au départ de Jean Claude Duvalier) puis à partir de 1994 mais (ouverture démocratique) ont dû affronter de nombreux obstacles: difficultés pour obtenir des financements, conflits politiques, départs des cadres formés, – Des compétences dans différents domaines développées par certaines ONG, par des bureaux d'études. 	<ul style="list-style-type: none"> – Suite au séisme du 12 janvier 2010 et à la venue de nombreuses ONG internationales, de nombreuses structures haïtiennes se sont affaiblies. – Le nombre d'organisations intermédiaires compétentes/efficaces est réduit et les principaux problèmes concernent d'une part la qualité des prestations et d'autre part le rôle que les organisations intermédiaires se sont à tort attribuées, en ayant tendance à reprendre le rôle d'encadrement autrefois exercé par le MARNDR, au lieu d'accompagner les organisations de producteurs et de les stimuler dans leur développement autonome. – Manque de coordination entre les ONG. – Peu de cohérence dans certaines stratégies développées par les ONG. 	<ul style="list-style-type: none"> – Il y a une grande demande pour les organisations intermédiaires – Des mesures peuvent être prises pour stimuler l'émergence de nouvelles organisations intermédiaires (en particulier en province) en exigeant lors des appels d'offres, la création de consortia qui intègrent des organisations intermédiaires basées à Port-au-Prince avec des organisations intermédiaires basées en province, ou nouvellement créées. 	<ul style="list-style-type: none"> – L'interruption des contrats; les retards de paiement (paradoxalement, les organisations intermédiaires ont souvent assuré la trésorerie pour les ministères et même les bailleurs défaillants). – Les procédures complexes des fonds et des bailleurs. – Les appels d'offres centrés sur le critère du mieux disant en termes financiers; les appels d'offres non suffisamment régies par les règles et normes professionnelles. – Les crises politiques et l'insécurité. – La difficulté de garder des cadres en milieu rural – absence d'attractivité du milieu rural pour les jeunes cadres les plus expérimentés; l'absence de centres de formation en province; le déficit de cadres disposés à travailler en milieu rural et la hausse des salaires; la fuite de cerveaux.

Dossier clé 3: Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariat

	Secteurs prioritaires et Objectifs prioritaires	Période	Complémentarité/synergie potentielles
Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> Services sociaux de base (eau, assainissement, électricité) Gouvernance économique (soutien budgétaire) Renforcement du MARNDR: Service information, service de vulgarisation, au niveau des DDA <p>Les projets en cours: <u>Renforcement des services publics agricoles - RESEPAG 1:</u> Localisation: département du Sud <u>RESEPAG 2:</u> Localisation: département du Nord Est. Budget de 5 millions USD sur une période de 4 ans (2009-2013/14). Fonds supplémentaire de 50 millions USD. Trois composantes: renforcement des capacités du MARNDR, administration et gestion du projet, vulgarisation de paquets techniques. <u>KOREFANM:</u> 25 millions USD <u>PRODEP:</u> fin du projet en 2013: 60 millions USD Une concept note est actuellement en discussion pour les prochaines années: orientation vers agriculture et infrastructures</p>	<ul style="list-style-type: none"> 2013 2016 (en préparation) 	<ul style="list-style-type: none"> Les prochaines orientations de la programmation aborderont l'agriculture et les infrastructures, des synergies pourront être développées en fonction des départements ou la BM travaillera. Des réflexions communes pourraient être partagées autour des projets communautaires menés ces dernières années par la BM et le FIDA (PICV, PAIP, PRODEP). Dans le Nord Est, des complémentarités devront être trouvées au niveau des stratégies de vulgarisation agricole (approche voucher prônée par la BM et le MARNDR) mais également concernant l'appui et le renforcement de la DDA.
BID	<ul style="list-style-type: none"> Education Développement du secteur privé Energie (électricité en particulier) Eau et assainissement Agriculture Transport <p>Objectif BID: Protéger l'environnement, répondre au changement climatique et améliorer la sécurité alimentaire</p> <p>Projets en cours: <u>Projet de mitigation des désastres naturels - PMDN:</u> 29 millions USD: aménagement des Bassins versants de la Plaine des Cayes et de Cavaillon <u>Projet de gestion durable des terres des hauts bassins versants du Sud-ouest d'Haïti:</u> 3,6 millions USD: Délimitation du parc Macaya et un appui aux agriculteurs présents dans cette zone à partir du deuxième trimestre 2012 <u>Développement économique des filières - DEFI:</u> 17 millions USD: En appui aux filières rentables; café, tubercules, élevage, cultures de maraîchage par des actions de recherche développement, de formation, de structuration des filières, d'appui aux investissements et plans d'affaires. <u>Programme d'intensification agricole – PIA:</u> 54,44 millions USD: aménagement 17 000 ha dans la Vallée de l'Artibonite y compris des travaux pour le contrôle des inondations (digues, berges) et protection de l'infrastructure d'irrigation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> déc. 2011 - déc. 2015 	<p>Complémentarité possible sur trois thématiques et sur le renforcement institutionnel. A noter que les zones d'intervention de la BID sont différentes: Nord, Artibonite et Sud:</p> <ul style="list-style-type: none"> Irrigation. La BID et le FIDA collaborent depuis 2005 à travers le Programme d'assistance technique de renforcement des associations d'irrigants, qui appuie la société civile dans le secteur de la petite irrigation, dans le cadre de la convention GOI/BID/FIDA (programme multi-bailleur pour l'éradication de la pauvreté en Amérique latine et Caraïbes). Des complémentarités pourront être trouvées sur les thèmes tels que transfert de gestion, renforcements des associations d'irrigants, micro irrigation mais également appui institutionnel à la DIA. Bassins versants. Il existe un fort potentiel pour un programme de bassins versants en cofinancement entre la BID et le FIDA. Les stratégies suivantes pourront être partagées: expansion, réhabilitation et protection des systèmes d'irrigation et construction d'ouvrages hydrauliques de petite collines) pour améliorer la productivité agricole, promouvant des pratiques agricoles durables, notamment l'agroforesterie, et les pratiques fondées sur la culture des arbres, l'adaptation au changement climatique, par le biais des transferts de technologie Filières. Le Programme DEFI pourra apporter des éléments sur les filières stratégiques appuyées actuellement en Haïti et les accompagnements nécessaires. La BID va continuer à accompagner le MARNDR dans sa réforme institutionnelle, avec dans un premier temps des appuis pour : <ul style="list-style-type: none"> élaboration de politique et programmation sectorielles (infrastructures rurales, protection des

	Secteurs prioritaires et Objectifs prioritaires	Période	Complémentarité/synergie potentielles
	<p>Programme d'intensification agricole d'Ennery-Quinte: vise à promouvoir l'introduction de techniques de conservation du sol dans le haut du bassin versant (murs en pierres sèches clôtures végétales, cultures pérennes), qui permettront d'augmenter la productivité et par conséquent les revenus d'environ 10,000 familles d'agriculteurs. Le programme prévoit aussi des actions spécifiques au niveau des périmètres irrigués</p> <p>Projet de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PSFMR) vise à élaborer des plans fonciers de base sur 9 communes (6 dans le Nord et 3 dans le Sud), et à renforcer les services et professionnels du secteur</p>		<p>végétaux, recherche/vulgarisation, subvention agricole;</p> <ul style="list-style-type: none"> – renforcement de l'Unité d'évaluation et de programmation (UEP); – une amélioration des montages institutionnels permettant une plus grande efficacité et durabilité.
Union européenne (UE)	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructure • Gouvernance (soutien budgétaire et appui à la décentralisation) • Appui aux acteurs non-étatiques • La sécurité alimentaire et l'agriculture devraient être un secteur de concentration lors du 11^{ème} FED <p>Projets en cours:</p> <p><u>Programme binational, 23,2 millions EUR:</u> Développement des infrastructures de base dans la région nord du pays.</p> <p><u>Développement du corridor nord de l'île d'Hispaniola:</u> Réhabilitation de la RN3 et dans le développement de diverses infrastructures de base le long de cette route nationale.</p> <p><u>DG – ECHO:</u> 14 millions EUR: Projets ayant une approche multi sectorielle en vue de réduire la sous-nutrition et ses causes structurelles à travers les réseaux de partenaires dans cinq départements du pays.</p> <p><u>Programme d'appui à la bonne gouvernance et l'investissement local:</u> 5,5 millions EUR: Programme qui vise à renforcer les capacités institutionnelles des pouvoirs publics. Une première tranche prévoit un Fonds d'investissement en faveur des collectivités locales pour promouvoir la fourniture des services de base aux citoyens et l'émergence de l'économie locale.</p> <p><u>Projet LLRD:</u> UE Ligne Thématique sécurité alimentaire: 6 millions EUR: Les thèmes principaux des actions font le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LLRD) tout en s'attaquant aux causes de la sous-nutrition et de l'insécurité alimentaire.</p> <p><u>Programme d'amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti - PASAH (Initiative OMD)</u> 20 millions EUR: de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim, départements du Centre, du Nord-ouest, de l'Artibonite, du Sud et du Nord-est.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 2008-2012 (10^{ème} FED) • Préparation du 11^{ème} FED 	<ul style="list-style-type: none"> – Finance rurale. L'UE et le FIDA ont travaillé dans l'appui à des structures déconcentrées de micro finance en Haïti. Les leçons apprises des activités UE sont importantes pour les futures activités du FIDA en cours et futures en Haïti. – Agriculture: certaines zones prioritaires des projets de l'UE sont celles du FIDA: Nord-ouest, Plateau central, Nord-est. L'UE intervient au niveau de la petite irrigation, du renforcement des filières, du financement du secteur agricole. Des complémentarités devront donc être trouvées non seulement au niveau des approches et stratégies mais également sur les micros régions, afin qu'il n'y ait pas de chevauchements des initiatives appuyées. – Appui institutionnel: l'UE souhaite continuer son appui au niveau des informations relatives à la sécurité alimentaire (Centre national d'information et géo-référencement satellite), Coordination nationale sécurité alimentaire (CNSA), mais également du MARINDR au niveau sectoriel et d'une ou deux DDA (en relation avec les départements ou l'UE travaille). Dans les départements où le FIDA travaille, il sera nécessaire de mettre en cohérence les appuis aux unités décentralisées du Ministère de l'agriculture.
FAO	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités de formulation et suivi de politiques et stratégies de sécurité alimentaire et nutritionnelle • Promotion de filières agricoles, des investissements privés et publics et des services agricoles • Augmentation de la capacité de gestion des ressources naturelles et de la résilience aux changements climatiques • Renforcement de la capacité en gestion des risques et désastres et des crises alimentaires <p>Projets en cours ou en formulation:</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Période: Programme pays 2013 - 2016 	<ul style="list-style-type: none"> – Des synergies et complémentarités devront être trouvées avec la FAO sur les thématiques telles que la promotion des filières agricoles, le développement local, mais également en relation avec la gestion des ressources naturelles. – Des collaborations pourront éventuellement être trouvées autour d'assistance technique de la FAO sur des projets FIDA.

	Secteurs prioritaires et Objectifs prioritaires		Période	Complémentarité/synergie potentielles
	<ul style="list-style-type: none">Financement Brésil: filières lait, production de semences de qualitéGEF: Gestion des risquesOMD UE: Nord-est, filières agricoles,UE FSTP: Assistance Technique MARNDR (suivi des prix, statistiques, renforcement coordination MARNDR dans le Nord-ouest)			
PAM	<ul style="list-style-type: none">Aide d'urgence avec un focus sur l'eauNutrition (cantines scolaires, centre de santé, ionisation du sel, fortification farinesVivres et argent contre travail (au niveau national)Evolution autour d'un programme d'achats locaux (céréales, lait) Assistance technique au MARNDR avec deux cadres en appui à l'unité des achats locaux			<ul style="list-style-type: none">Partenariat pour les travaux de défense et restauration des solsPartenariat à envisager également au niveau des achats locaux, dans le cadre des appuis que donnera le FIDA aux associations de producteurs et aux filières
ACDI (Canada)	<u>Dans le cadre de la programmation actuelle:</u> <ul style="list-style-type: none">Gouvernance politique et économiqueDéveloppement économique: appui au secteur productifEducation et santéAmélioration des infrastructures routières: axe Cayes JérémieRéduction de la vulnérabilité aux désastres: aménagement bassins versants, agroforesterie,Amélioration accès aux services de crédit et d'assurance (projet SYFA: 20 millions USD)Renforcement des dynamiques de développement local (projet PDLH, Projet Marmelade (avec la FAO), projet Nord-est avec le FENU, projet PADELAN,Justice: modernisation de la justice et de la police <u>Dans le cadre de la nouvelle programmation:</u> <p>Sécurité alimentaire et croissance économique durable: les projets agricoles devront permettre une insertion, une intégration des petites entreprises au niveau des marchés, leur permettre de développer leur capital.</p> <p>Département prioritaire: Artibonite et Grand-sud</p> <p>Projets prévus: transformation et commercialisation dans la vallée de l'Artibonite.</p>		<ul style="list-style-type: none">En fin de cycle de programmationProchain cycle actuellement en préparation	<ul style="list-style-type: none">Agriculture. L'ACDI et l'Argentine financent le programme PROHUERTAS en Haïti, ce jusqu'en novembre 2013. (Le PICV-II du FIDA avait mis en place des jardins potagers en partenariat avec ce projet).Renforcement de capacités. Le projet PROHUERTAS inclue un volet de renforcement de capacités des cadres du MARNDR. Les activités du FIDA bénéficieront de ces activités et les complèteront avec les actions proposées de renforcement d'organisations privées et professionnelles du monde rural.
USAID (USA)	<ul style="list-style-type: none">Justice et gouvernanceCroissance économique (incl. agriculture)Aide humanitaire <p>Projets en cours:</p> <p><u>WINNER:</u> Initiative des bassins versants pour les ressources naturelles et environnementales nationales, 2010 – 2015. 126 millions USD.</p> <p><u>Corridor Nord,</u> 83 millions USD, intensification agricole</p>	<p>Au niveau de l'agriculture:</p> <ul style="list-style-type: none">Augmentation de la productivité agricoleStabilisation des bassins versantsRenforcer les filières agricoles (mangue, cacao, haricot ..)Améliorer la nutrition des plus vulnérables <p>Zones prioritaires d'intervention: Plaine de Cul de Sac, Bassin versant de Saint Marc, Nord, Nord-est</p>	<ul style="list-style-type: none">2011 - 2015	<ul style="list-style-type: none">Les activités développées par l'USAID dans le Nord-est devront être connues par le FIDA afin de rechercher des complémentarités.
AFD (France)	<ul style="list-style-type: none">Infrastructures:	<ul style="list-style-type: none">Education	<ul style="list-style-type: none">2002-2015	<ul style="list-style-type: none">Irrigation. AFD et FIDA ont une collaboration historique dans le domaine de la petite irrigation

	Secteurs prioritaires et Objectifs prioritaires	Période	Complémentarité/synergie potentielles
	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement; Eau potable; Réhabilitation de systèmes irrigués Filières agricoles: maïs et œufs <p>Projets en cours et programmés: <u>Programme sectoriel d'irrigation et son extension "irrigation et entrepreneuriat rural":</u> 9 millions EUR. Fin projet: Décembre 12 <u>Programme KOREKAFF:</u> appui filière café: 900 000 EUR, 2011-2014 <u>Programme sécurité alimentaire:</u> Département du Sud, filière maïs, et œufs, irrigation et gestion de l'eau: 16 millions USD</p>	<ul style="list-style-type: none"> Santé Micro-finance: <ul style="list-style-type: none"> renforcement des IMF; assistance à l'élaboration de législation 	<p>depuis le Projet de Petits périmètres irrigués, PPI-I (financement parallèle). Des échanges pourront continuer principalement sur le renforcement des associations d'irrigants, sur le renforcement du secteur (DIA, rôle des BAC et DDA en appui aux associations d'irrigants), sur la politique sectorielle.</p> <ul style="list-style-type: none"> Micro finance. Le travail de l'AFD avec les IMF haïtiennes (Fonkoze, ACME, COPECLAS) est complémentaire au travail avec les groupes de base développé par le FIDA. Dans le Plateau central, l'AFD, dans le cadre du projet PSI a développé un crédit rural pour les producteurs et les entrepreneurs agricoles. Filière: l'AFD travaille actuellement sur les filières café, et va commencer un appui aux filières maïs et œufs dans le département du Sud. Ces expériences pourront être partagées.
AECID (Espagne)	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance Besoins basiques Renforcement du tissu économique (micro-finance et pêche) <p><u>Projet pêche maritime:</u> 2007 – 2014: 3 millions EUR</p>	<ul style="list-style-type: none"> Environnement Culture et développement Genre et développement 	<ul style="list-style-type: none"> 2007 - 2013 <ul style="list-style-type: none"> L'AECID ne travaille pas dans les mêmes zones d'intervention que le FIDA, elle travaille plutôt au niveau des départements du Sud-est, du Sud et du Plateau central. Des échanges peuvent être engagés entre l'AECID et le FIDA sur des thématiques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> le montage institutionnel des projets, en effet avec les financements de l'AECID, c'est le ministère qui exécute. des thématiques sectorielles: pêche maritime et aquaculture, aménagement de bassins versants, appui institutionnel: stratégies sectorielles, élaboration de plans de développement, appui DDA

Dossier clé 4: Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables

Typologie		Niveau et causes de la pauvreté	Stratégie de survie	Besoins prioritaires	Autres supports	Propositions du Programme
1 – Extrêmement pauvres avec potentiel productif	1.a. Travailleurs agricoles	Pauvreté extrême Vulnérabilité conjoncturelle (prix, marché du travail) Accès très limité à la terre Capital humain faible (formation)	Participation à des groupes de travail collectif Diversification des sources de revenus Migration temporaire vers la République Dominicaine	Protection sociale Opportunités d'emploi-Revenus	Participation à des chantiers HIMO (PAM, Gvt, ONG, ...) Appui alimentaire pour les plus vulnérables (cantines scolaires, centres de nutrition)	Formations générale (alphabétisation/santé/nutrition et technique) Facilitation accès au micro-crédit et système mutuel d'assurance (banques communautaires/mutuelles de solidarité) Diversification des activités génératrices de revenus Filets de protection sociale pour les familles les plus vulnérables
	1.b. Femmes chef de famille	Pauvreté et vulnérabilité extrêmes Malnutrition chronique des enfants Accès limité aux opportunités emplois agricoles (discrimination) et au foncier (règles héritage) Endettement pour accès aux services d'éducation des enfants, aux services de soin	Participation à des mutuelles de solidarité Transferts d'argent de l'étranger si famille émigrée Diversification des sources de revenu: petit commerce, transformation agricole, élevage	Protection sociale Support nutritionnel Facilitation accès à des moyens de production Opportunités d'emplois	Participation à des chantiers HIMO avec ciblage genre (PAM, ONG, Gvt...) Aide alimentaire dans centres de récupération nutritionnelle	Facilitation accès au micro-crédit et système mutuel d'assurance (banques communautaires/mutuelles de solidarité) Diversification des activités génératrices de revenus Promotion d'activités de commerce ou petite transformation de denrées agricoles Filets de protection sociale pour les familles les plus vulnérables
	1.c. Non agriculteurs: charbonniers pêcheurs sans embarcation	Pauvreté extrême Capital social restreint (discrimination sociale) Ressources naturelles (sylvicole et halieutique) surexploitées, voire épuisées	Diversification des sources de revenu Migration temporaire Mise sur pied organisations locales (pêcheurs)	Opportunités d'emplois Facilitation accès moyens de production	Participation à des chantiers HIMO (PAM, Gvt, ONG...) Organisations de pêcheurs pour modernisation secteur (FAES, ...) AECID Sud-est, ONG...)	Diversification des activités génératrices de revenus Mutualisation d'outils de production (pêche) Promotion d'activités agricoles nécessitant peu de terres: accès à micro-irrigation et élevage à cycle court
	1.d. Petits métayers	Pauvreté et vulnérabilité extrêmes aux aléas climatiques et sanitaires Accès très limité et non garanti à la terre Règles de partage des fruits du travail peu équitables Capital social restreint (discrimination sociale)	Vente de force de travail Elevage d'animaux en gardiennage (bovins, caprins) Migration temporaire Transferts d'argent de l'étranger si famille émigrée	Sécurisation accès au foncier Connaissances et moyens pour intensification agricole Opportunités d'emplois	Participation à des chantiers HIMO (PAM) Travail sur cadre légal du faire valoir indirect Poursuite des activités d'identification foncière à travers les PPI-2 et 3	Diversification des activités génératrices de revenus Organisation des producteurs et mutualisation d'outils de production Promotion d'activités agricoles nécessitant peu de terres: accès à micro-irrigation et élevage à cycle court Programmes pilotes de sécurisation foncière

Typologie		Niveau et causes de la pauvreté	Stratégie de survie	Besoins prioritaires	Autres supports	Propositions du Programme
2 - Pauvres ruraux	2.a. Petits producteurs	Population pauvre et vulnérable aux aléas climatiques et sanitaires Accès limité au foncier: moins de 1 carreau par famille Accès limité aux marchés porteurs Endettement pour accès aux services d'éducation des enfants, aux services de soin	Vente et échange de force de travail Elevage d'animaux en gardiennage (bovins) Système de production agricole diversifié, pour limiter le risque agricole	Connaissances et moyens pour intensification agricole Accès aux services vétérinaires et phytosanitaire Meilleur accès aux intrants, produits financiers et aux marchés porteurs	Programme DEFI MARNDR / filières Programmes bassins versants (USAID, BID, PNUD, ...) Programme SECAL SUD/ AFD Vulgarisation agricole et accès aux services (RESEPAG)	Aménagement des terres permettant une utilisation adéquate des ressources naturelles (eau, sol, végétation) Promotion de systèmes de production intensifiés et spéculations à haute valeur ajoutée Développement des organisations de producteurs et mutualisation des services d'appui à la production et la commercialisation Promotion du stockage et de la transformation primaire des produits Promotion de filières porteuses Développement d'entreprises agricoles
	2.b. Moyens producteurs	Population pauvre Entre 1 et 3 carreaux par famille Du bétail en propriété Manque d'organisation efficace inter-producteurs Accès limité aux marchés porteurs	Accumulation dans l'élevage multifonction (production, épargne) Système de production agro-pastoral diversifié, pour limiter le risque agricole	Connaissances et moyens pour intensification agricole Accès aux services vétérinaires et phytosanitaire Meilleur accès aux intrants, produits financiers et aux marchés porteurs	Programme DEFI MARNDR / filières Programmes bassins versants (USAID, BID, PNUD, ...)	Aménagement des terres permettant une utilisation adéquate des ressources naturelles (eau, sol, végétation) Promotion de systèmes de production intensifiés et spéculations à haute valeur ajoutée Développement des organisations de producteurs et mutualisation se services d'appui à la de production et la commercialisation Promotion du stockage et de la transformation primaire des produits Promotion de filières porteuses
3 - Catégorie spéciale	3. Ménages touchés par le VIH/SIDA	Population pauvre et extrêmement pauvre Grande vulnérabilité aux accidents, maladies et aléas Très peu d'opportunité d'emploi du fait d'un fort rejet social (discrimination)	Exode vers les villes	Support santé et nutrition Opportunités d'emploi ou d'activités génératrices de revenus	Programmes du Ministère de la santé publique / USAID/ACDI, Fonds mondial	Discrimination positive à l'emploi dans le cadre de la promotion de services aux ruraux Discrimination positive à l'accès à des activités génératrices de revenus